

ÖT KONTINENS

**Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeli Tanszék
tudományos közleményei**



EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

BUDAPEST

2005

ÖT KONTINENS

**Az Új – és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
tudományos közleményei**

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

*Actes du colloque franco-hongrois tenu à l'Université Eötvös Loránd de
Budapest les 1 et 2 octobre 2004*

BUDAPEST

2005

ÖT KONTINENS

Az Új – és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
tudományos közleményei

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

© Szerzők, 2005
© Szerkesztő, 2005

Szerkesztőbizottság:
Balogh András (elnök)
Székely Gábor
Búr Gábor

Szerkesztő:
Majoros István
majoros@mail.inext.hu

Cette publication est éditée par le soutien du Ministère de l'Éducation (programme
Balaton)

ISSN: 1589-3839

Kiadja:
Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék,
ELTE BTK
1088 Budapest, Múzeum krt. 6-8.
Tel.:06-1-4855204
torteneti@ludens.elte.hu

Nyomdai Munka: Könyvpont Nyomda KFT
Budapest

Sommaire

Olivier Buirette (<i>Université de Paris III</i>) La Hongrie entre reconstruction et réparation	3
Catherine Horel (<i>CNRS, Université de Paris I</i>) L'Europe centrale dans le «concert européen»	9
Gusztáv Kecskés (<i>Institut d'Histoire de l'Académie hongroise</i>) Le grand tournant de la politique française envers l'Europe centrale et orientale au cours de la première guerre mondiale	21
Majoros István (<i>Université Eötvös Loránd de Budapest</i>) L'Europe centrale et les grandes puissances 1848-1850	27
Traian Sandu (<i>Université de Paris III</i>) La Roumanie dans les plans d'intégration européenne des années vingt: entre intérêt national et émergence d'une conscience européenne	31

La Hongrie entre reconstruction et réparation¹

La signature des Traités de paix réglant le premier conflit mondial devait s'accompagner de la création d'une commission interalliée des réparations de guerre, vaste structure internationale, sans doute la seule de son type en 1920 avec la SDN. Nous ne referons pas l'histoire de cette commission dont j'ai esquissé les premiers travaux à la faveur de la thèse que j'ai soutenue en Sorbonne en novembre 2003. Je souhaiterais ici me pencher sur le cas de la section hongroise de la Commission des réparations de guerre et son rôle dans la liquidation progressive de la question des réparations de ce pays.

Du point de vue de l'action de la commission des réparations envers les règlements de la paix en Europe centrale nous pouvons dire que le cas de la Hongrie fut abordé plus tardivement et ce pour deux raisons : d'une part la signature du Traité de Trianon ne devait intervenir qu'en juin 1920, et d'autre part la révolution des Conseils de Béla Kun de 1919 devait provoquer un retard considérable dans la mise en place des travaux de la Commission interalliée dans la région.

En 1921, tout comme pour l'Autriche, la Hongrie était considérée comme un des ex-Alliés du Reich, mais aussi comme un Etat successeur. À ce titre, on devait bien évidemment prendre en considération le fait, que les responsables politiques hongrois de 1920 et à plus forte raison ceux qui avaient signé le Traité de Trianon, n'étaient pas les responsables de l'entrée en guerre de la Hongrie auprès du Reich. Je ne vous ferais pas l'injure ici de vous rappeler en effet que cette partie de l'état dual Austro-Hongrois, c'est-à-dire le Royaume de Hongrie se situait fort loin de la jeune République Hongroise état successeur de l'Empire disparu. C'est en tout cas dès 1916 et il est nécessaire de le rappeler que les premières décisions seront prises par les alliés quand à ce que sera après la guerre le règlement de la question des réparations des fameux «*fauteur de guerre*». Ceci fut abordé lors d'une conférence, qui eut lieu du 14 au 17/06/1916, présidée par Etienne Clementel,² ministre du Commerce et de l'Industrie. A cette réunion on devait retrouver des délégués belges, italiens, anglais, japonais, portugais et russes. Présidée par le président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères de l'époque: Aristide Briand, les résolutions qui furent adoptées devaient être d'une part celle de la solidarité des Alliés pour utiliser l'arme économique contre l'ennemi commun et d'autre part, celle de conserver pour eux-mêmes et échanger entre-eux leur ressources naturelles, en se défendant contre toutes agressions économiques résultant du dumping. Un texte commun fut établi qui mentionnait que je cite: „*Proclamant leur solidarité pour la restauration des pays victimes de destructions, de spoliations et de réquisitions abusives, les Alliés décident de rechercher en commun les moyens de faire restituer à ces pays à titre privilégié ou de les aider à reconstituer leurs matières premières, leur outillage industriel et agricole, leur cheptel et leur flotte marchande*”. La résolution prise affirmait la solidarité des Alliés dans l'oeuvre des réparations, et elle consacrait ensuite le principe de la restitution à titre privilégié et celui de la reconstitution pour les destructions opérées par l'ennemi.

La Hongrie de 1920 devait avant tout se caractériser par un État autoritaire dirigée par le Régent Miklos Horthy, qui conserve à cette époque en premier lieu l'image de l'homme qui a éliminé le spectre de la révolution bolchevique pour son pays. Dans cette optique, l'économie hongroise devait être peu à peu sous la tutelle de la Commission interalliée et de

¹ Mária ORMOS, *Padovátol Trianonig 1918-1920 (De Padoue à Trianon)*, Budapest, Kossuth, 1983.

² Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE), Papiers d'agents-Archives privés (PA-AP) Briand, vol. 21.

sa section nationale. C'est dans ce contexte qu'en 1920 la section hongroise de la Commission interalliée se met au travail.

Des réparations à la reconstruction: Le rôle de Jean Herbert,³ chef de la section hongroise de la Commission des réparations.

Sans avoir à se pencher trop sur les détails techniques nous pouvons tenter de nous pencher ici sur le rôle plus particulier de Jean Herbert: Le Secrétaire général de la section hongroise de la Commission. Dès 1920, le Secrétaire général de la Section hongroise de la Commission interalliée se trouvait au coeur même des premiers rapprochements entre la Hongrie et la France. Dans son chapitre consacré au rapprochement franco-hongrois, Magda Adam⁴ explique que les signes de changements vinrent dès janvier 1920, à partir du moment où Poincaré et Clemenceau furent remplacés par Deschanel et Millerand, avec Paléologue aux Affaires étrangères. Cette nouvelle équipe change la donne, et estime qu'il faut reconstruire la Hongrie et en faire un Etat fort et surtout anti-communiste. Cette peur, fut très présente, puisque la Hongrie sortait à peine de la République des Conseils.

Cette réflexion est juste à deux titres. Tout d'abord, la révolution bolchevique triomphe à Moscou et en Allemagne les révolutions (Communes de Berlin et de Munich) éclatent partout. Cette peur du communisme a certainement joué, comme l'affirme, Magda Adam, on cherche à asseoir l'influence politique, militaire et économique de la France dans la région. Si celle-ci est évidente, en ce qui concerne les nouveaux États (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, etc.), elle reste à gagner chez les vaincus.

Voilà l'origine de cette idée, qui naît dès janvier 1920, ce qui correspond au rôle de Louis Loucheur au sein du COCR dans la gestion de l'année 1919 en Hongrie et à celui de Jean Herbert à Budapest. Dans cette optique de rapprochement, le haut-commissaire à Budapest, Jean Fouchet, joua un rôle primordial dans le rapprochement des élites politiques hongroises, à priori hostiles à l'hexagone, avec la France. On constate que dans le rapport de mission du Chef de la Section hongroise de la Commission des réparations, Jean Herbert, on retrouve les mêmes buts. Il semble qu'une intense activité ait été développée par la France dans ce sens, dès le début 1920, donc avant la signature de Trianon.

Lors de ces négociations, qui nous amènent jusqu'en avril 1920, le rôle du Comte hongrois Halmos fut décisif. On mentionne les accords commerciaux qu'il passa avec le consortium Schneider-Creusot, contrôlé en partie par Louis Loucheur. Au sujet des négociations avec le Comte Halmos,⁵ notons que Maurice Paléologue les mena en mars 1920, et qu'elles mêlèrent beaucoup de protagonistes, comme Fouchet, Haut Commissaire de France à Budapest, et le régent Horthy lui-même. Cependant lorsque Jacques Bariéty pose la question de savoir, si en échange des éventuels faveurs de la France, la Hongrie aurait accordé des „places privilégiées à des entreprises françaises dans l'économie hongroise”,⁶ nous sommes aux regards de notre analyse tentés de répondre que oui! Par cet exemple nous pouvons constater dans quelle atmosphère, se trouvaient les Alliés, et ici la

³ Notons sur le plan biographique que Jean Herbert est né en 1894 et avait fait des études de lettres et de droit à l'Université de Paris, puis des études de lettres à l'Université d'Edimbourg. Il fut ensuite professeur au Georges Watson College Edimbourg, secrétaire de la Commission des réparations des dommages de la Conférence de la paix, et membre du secrétariat du Comité d'organisation. Les langues qu'il pratiquait étaient l'anglais et l'allemand. (Sources Archives Nationales A/6/4163.)

⁴ Magda ADAM, *The Little Entente and Europe (1920-1929)*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993.

⁵ *Documents diplomatiques français* (ont collaboré à la préparation de ce volume établi sous la direction de M. Jacques BARIÉTY: Anna HOGENUIS-SÉLIVERSTOFF, Corine DEFRANCE, Traian SANDU), 1920 tome I. (10 janvier - 18 mai), Imprimerie nationale, Paris 1997. Préface de Jacques Bariéty, XI-XVI.

⁶ Ibid. XIV.

France face aux marchés potentiels de la reconstruction des pays vaincus. Cependant l'échec politique de ces négociations semble dû au mémorandum hongrois remis à la conférence de la paix et demandant un allègement du démembrement territorial prévu par Trianon. Mais on ne peut pas dire qu'elles échouèrent économiquement, étant donné qu'elles amorcèrent dans le cas hongrois, via le rôle de Louis Loucheur, un certain nombre d'opportunités pour l'économie hexagonale.

Enfin, Magda Adam analyse ces rapprochements dans le cadre de la construction de la petite entente en reconnaissant donc que la liquidation de la question des réparations hongroises (Halmos etc.) est à l'origine des débuts de la formation de la Petite Entente. Ceci est intéressant, dans le sens, où cela veut dire que la France envisagea dans sa politique étrangère de relever ces pays et surtout de les maintenir dans la sphère d'influence française. Une fois de plus, nous retrouvons ici la réalisation des prédispositions „globales” que pouvaient avoir la France et ses Alliés vis à vis de l'Europe centrale. Dans le cadre de rapprochement des pays d'Europe Centrale au sein de la Petite Entente, une Hongrie „anticommuniste” reconstruite sur le plan économique semblait une évidence. Cet état d'esprit fut en partie à l'origine de la liquidation de la question des réparations. De même, dans le bilan qu'il dressera de son action en Hongrie,⁷ Jean Herbert⁸ se montre clair sur ses objectifs et ses conclusions.

Le bilan est dressé par Herbert dans une lettre adressée à Tyler (le chef du personnel de la Commission interalliée) en date de Paris du 17/6/1922. Son bilan mentionne qu'arrivé à Budapest au début du mois de novembre 1919, pour y effectuer, dans un délai de trois mois (plus tard prolongé jusqu'à six), une étude d'ensemble sur la situation économique et financière de la Hongrie. Il lui a été indispensable d'entrer en rapports personnels, aussi étroits que possible, avec le plus grand nombre de personnalités hongroises, alliées et neutres résidant à Budapest; et de mettre également ses différents collaborateurs, dont un seul connaissait déjà la Hongrie, en rapport avec les différentes personnalités susceptibles de nous fournir des renseignements intéressants.

Herbert avait d'emblée un rôle de médiateur dans la mise en place de l'action même de la Commission interalliée. Il mentionne avoir surtout fait appel aux représentants diplomatiques Alliés, aux attachés commerciaux des légations alliées, aux Consuls généraux de nombreux pays neutres (République Argentine, Danemark), particulièrement bien placés pour avoir des informations sérieuses, aux anciens ministres hongrois, maintenant passés dans l'opposition, et en général à la plupart des personnalités politiques de l'opposition, tant de droite que de gauche, aux économistes et aux techniciens des différentes branches de l'industrie, de l'agriculture, de la banque, du commerce, etc. Afin d'amortir le plus possible les frottements inévitables dans l'exécution des négociations aussi difficiles lorsqu'il s'agissait d'amener la Hongrie à commencer des paiements de réparations en nature, comme des livraisons de charbon et de bétail, celui-ci affirme avoir dû dans une large mesure se mettre en rapport personnel avec les membres du gouvernement et les hauts fonctionnaires des différentes administrations intéressées. Il rappelle⁹ qu'à propos des différents membres des bureaux de Budapest, provenant de sources très différentes,¹⁰ il lui a été indispensable de les réunir fréquemment, surtout au début afin d'arriver à créer une unité au sein d'un personnel considéré comme disparate, et de les amener à travailler de concert en bonne intelligence et suivant des directives analogues.

⁷ CARAN AJ/6/4163

⁸ Celui-ci adresse une évaluation des frais de représentation qui lui ont incombé pendant son séjour à Budapest, et qu'il serait heureux de voir rembourser par la Commission des réparations.

⁹ CARAN AJ/6/4163, rapport de Jean Herbert en date du 17 juin 1922.

¹⁰ C'est-à-dire ici: la Commission spéciale des réparations, les bureaux de Vienne, le Service des Évaluations de Paris, les organismes étrangers à la Commission.

Comme nous l'avons démontré, le but était d'établir des contacts avec les institutions locales en vue de l'application des réparations. C'est bien entendu à la faveur de ceci que les contacts ont été noués, faisant passer, peu à peu, les choses du problème de l'application des réparations hongroises, au problème de la reconstruction financière de la Hongrie.

Jean Herbert fut l'un des éléments de l'application de cette logique, et ceci, d'une telle façon, que la politique qui devait être menée envers la Hongrie, devait peu à peu s'infléchir jusqu'à aboutir à une politique de moratoire. Rappelons par ailleurs que la gestion par le Comité d'organisation en 1919 de la crise provoquée par l'invasion de la Hongrie par la Roumanie, suite à la révolution bolchevique de Bela Kun, avait déjà entraîné une prise en compte des dommages subis par le pays Magyar du fait de l'occupation roumaine. On peut ainsi noter que de 1919 à 1921, et même au delà, le cas hongrois devait évoluer d'une position des Alliés très sévère à l'égard de ce pays à une politique davantage conciliatrice et ce pour deux raisons. Dès 1920, les Alliés cherchent à soutenir le régime du régent Horthy¹¹ qui est avant tout anti-communiste, et pour la seconde raison, que la menace de contagion bolchevique semblant écartée sur la région dès les années 20/21, c'est la menace allemande qui semble progressivement reprendre le dessus Ceci entraînant fort logiquement une politique de conciliation. A ce titre la Hongrie se situe dans ce contexte pour notre période, et le rôle véritable de la section de Hongrie se place dans cette logique.

Genèse d'une logique: Le passage de l'application des réparations à l'aide à la reconstruction?

Ce point nous renvoie, une fois de plus, à l'analyse des liens entre la notion de réparation et de reconstruction. La Commission des réparations qui devait tenir compte des travaux menés par ses sections locales, dont la tâche principale était d'évaluer la capacité de paiement du vaincu, se trouva face à des recommandations logiques à faire.

Dans le cas autrichien, les problèmes de famines et d'instabilités, avaient, dès 1919, amené à la conclusion de la nécessité d'apporter une aide à l'Autriche, afin de l'aider à se reconstruire, mettant ainsi au second plan des réparations de guerre, que l'on laissa bientôt de côté. En Hongrie, la peur suscitée par la révolution de Béla Kun et la guerre qui s'en suivit, devait également porter la section de Hongrie à prôner des choix réalistes en matière de réparations. Toutefois il est ici nécessaire de s'interroger sur l'hostilité évidente dont certains responsables Alliés ont pu faire preuve face à la Hongrie.

En 1922, cette hostilité devait transparaître dans un discours de Poincaré. Dans *le Temps* du samedi 21 janvier 1922,¹² lors du discours de présentation de son gouvernement devant la Chambre au sujet des réparations, Poincaré rappelle le prix payé par la France pour la guerre, des exactions et destructions allemandes, parfois planifiées comme autant de vrai programme de „vandalisme”. Poincaré conclut ainsi:¹³ „Messieurs, toute concession de notre part sur notre créance serait un encouragement fatal au recommencement de ces pratiques. Ah je sais bien que l'Allemagne allègue aujourd'hui qu'elle n'est pas responsable de la guerre et voici un détail à ceux qui la croient sur parole. Une maison de Berlin, la maison Heinrich Schroeder répand en ce moment même à profusion une gravure sur cuivre représentant l'Empereur Guillaume en uniforme et celle-ci est distribuée dans le Reich républicain (...) avec sa signature: Dire que l'Allemagne est cause de la guerre, c'est un imprudent mensonge. (...) mais responsable de la guerre elle le sera n'en doutez pas, devant l'histoire et le sera avec la complicité non moins certaine de l'ancienne Autriche-

¹¹ Miklós MOLNÁR, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Hatier, 1996.

¹² *Le Temps*, année 1922, janvier à mars. Numéro du 21 janvier 1922.

¹³ Ibid

Hongrie.” La Hongrie, plus précisément, était avant tout considérée avant 1914, comme une véritable „*prison des peuples*”, car plus que l’Autriche, elle était constituée de minorités tout à fait variées et considérables, que l’on estimait qu’elle opprimait comme les Roumains, les Slovénes, les Serbes ou d’autres encore.

Dans un autre article plus ancien datant du 10/09/1919,¹⁴ nous retrouvons un extrait de texte minimisant le rôle de l’Autriche dans le déclenchement de la guerre de 1914 et augmentant celui des Hongrois „*les Magyars*” Cet article est tiré de la „*Nouvelle Gazette de Zurich*” et signé du docteur Lammasch ancien président du Conseil autrichien et ministre plénipotentiaire lors de la signature du Traité de Saint-Germain. Ces quelques lignes nous présentent l’une des raisons pour lesquelles la Hongrie fut à ce point «*punie*» dans l’affaire des règlements de la paix. „*Certes, la petite Autriche a sa part de responsabilité dans la déclaration de guerre, mais la principale responsabilité retombe sans aucun doute sur l’État Magyar. Depuis Andrassy l’aîné et surtout depuis l’alliance avec l’Empire allemand, c’est la nation magyare qui avait pris en main toute la politique extérieure de la monarchie dualiste, etc.*” On ajoutera enfin ce commentaire du *Temps* qui cite dans cet article: „*Nous n’avons jamais douté de l’action néfaste des comtes Tisza et Apponyi et bien que ce dernier se donnât toujours aux Français comme «le grand ami de la France», nous savons combien sa politique nous était hostile.*”¹⁵ C’est dans un tel cadre que le cas hongrois devait être appréhendé par la Commission interalliée et surtout par sa section. Nous constaterons par ailleurs que ceci renforce encore davantage le fait que la Hongrie fut moins bien traitée au début que l’Autriche, mais que finalement elle bénéficia du même régime de faveur.

La genèse de la logique qui amena la mise en place de réparations prend ainsi ses racines, dans la prise en compte de la situation réelle des ex-Alliés de l’Allemagne. Celle-ci devait, dans tous les cas, faire préférer la conservation des liens avec ces pays, plutôt que des les accabler de réparations qu’ils ne pourraient pas payer. Cette logique devait faire prévaloir la reconstruction plutôt que les réparations. A ce titre la Commission interalliée fut chargée, par le biais de ses sections d’évaluer l’état de ces pays et ainsi d’amener les Alliés à en déduire que les réparations à prélever, seraient difficiles en dehors de réparations en nature que nous avons déjà vues. On identifie ainsi une logique qui amena à constater que le paiement des réparations hongroises, autrichiennes et bulgares avait été une idée avant tout élaborée, sans tenir compte des réalités et de la capacité réelle de paiement de ces pays et qu’ainsi à l’aune de l’examen de cette capacité par la Commission interalliée, on en arrivait au constat qu’il valait mieux aider ces pays à se reconstruire ce qui pourrait alors en faire des partenaires économiques privilégiés des Alliés.

Finalement, cette idée était celle que les Américains avaient dès 1919 officieusement prônée, ainsi que les Britanniques.¹⁶ Les autres Alliés ne s’y résolurent que 3 ans plus tard en 1922. Telle semble être néanmoins l’idée qui fin 1921 se fait jour au sujet des réparations hongroises et autrichiennes.

Conclusion

La Hongrie du régent Horthy, qui dès 1920, a pris corps semble dès 1921 avec l’arrivée aux affaires du Comte Bethlen le 15 avril comme premier ministre, être devenu un pôle de stabilité dans la région, après avoir été un „*monstre*” avec la tentative de révolution bolchevique de Bela Kun. Face à cela, les premiers travaux de la section hongroise de la

¹⁴ *Le Temps*, janvier à décembre 1919.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ John Maynard KEYNES, *Les conséquences économiques de la paix*. Paris, Éditions de la Nouvelle Revue Française, 1920.

Commission interalliée se mettent en place. On peut affirmer qu'avec l'arrivée d'un homme, comme Jean Herbert à la tête de cette section, se cristallise une politique qui est très clairement destinée à ouvrir la porte aux investissements Alliés dans la région. Sur ce point, la France entre alors en rivalités avec les Britanniques, voire même les Américains. Ainsi, 1921 ouvre timidement la voie à un règlement progressif du problème des réparations, mais concrétise surtout les possibilités d'investissements pour les économies occidentales.

L'Europe centrale dans le «concert européen»

Au lendemain de l'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne, il apparaît légitime de réfléchir sur la place de cet espace au sein du continent européen. À l'heure où se pose la question des frontières et des limites de l'ambition d'une Europe unie, l'Europe centrale se trouve une fois de plus placée dans une situation périphérique. Depuis la naissance au XVIII^e siècle de la notion de concert européen, puis de concert des nations, l'Europe centrale a, comme ses habitants, changé plusieurs fois de position, au gré de l'évolution géo-stratégique du continent et du jeu de l'équilibre des puissances. Les Lumières ont montré le changement d'axe de l'Europe qui passe d'un courant Sud-Nord, caractéristique du Moyen Âge et de la Renaissance, au courant Ouest-Est, déterminant pour les deux siècles qui suivront. L'intérêt pour la Russie et les espaces quasi inconnus de l'empire de Catherine II se manifeste chez les écrivains et les penseurs occidentaux. Dans ce vaste monde „oriental” mais relativement proche, l'empire d'Autriche fait figure de monde intermédiaire et pose un problème de définition: est-il un coin avancé de la civilisation occidentale dans le monde russo-ottoman, ou bien à l'inverse une poussée barbare? On se détermine très rapidement au XVIII^e siècle pour la première solution, tout en reconnaissant le retard de développement rencontré dans l'empire des Habsbourg. Comme l'a montré l'historien américain Harry Wolff, la découverte de l'Europe orientale, russe et ottomane, donne à ce que l'on appelle maintenant l'Europe centrale une signification non seulement géographique mais aussi politique et intellectuelle.¹ On voit se dessiner à partir de là l'édifice des „trois” Europes défini par l'historien hongrois Jenő Szücs, mais à l'époque moderne, la chrétienté d'occident ne suffit plus comme critère d'appréciation.² Résolument européenne, l'Europe dite centrale, s'est rapprochée de l'Occident suite au retrait progressif des Turcs, tout comme en 1989 avec la chute du rideau de fer, le recul de la puissance ottomane est vu comme un retour à la normalité par les populations. Tout ce qui éloigne les centre-européens de leur base occidentale est vécu douloureusement comme une régression vers une barbarie orthodoxe pour certains, musulmane pour d'autres.

La construction identitaire du XIX^e siècle va se faire autour des royaumes médiévaux intégrés dans le christianisme occidental, elle tendra dans tous les cas à prouver l'appartenance à la civilisation européenne, elle exaltera les figures emblématiques de saints et de rois fondateurs. La création des identités nationales d'Europe centrale, pour paraphraser l'ouvrage d'Anne-Marie Thiesse³ est cependant très particulière dans le contexte centre-européen: l'absence d'État-nation la rend déjà beaucoup plus aléatoire car la base de l'édifice est soit totalement absente, comme chez les Slovènes et les Slovaques, soit elle se situe dans un passé plus ou moins proche avec lequel les contemporains n'ont aucun contact direct, à l'exception notable de la Pologne. Ce sont donc les défaites qui vont venir cimenter les étages manquants, développant un martyrologe national dont l'Europe centrale n'est pas sortie de nos jours. L'angoisse de la disparition est présente dans chacune

¹ WOLFF Larry, *Inventing Eastern Europe. The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford University Press, 1994.

² SZÜCS Jenő, *Les trois Europes*, Paris, 1985.

³ THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe XVIII-XX^e siècle*, Paris, 1999

de ces cultures, encore renforcée par l'apport d'analyses occidentales dont la plus célèbre est celle de Herder, qui les conforte certes dans leur existence mais fait peser sur elles la menace de la submersion, voire de la disparition pour les Hongrois.⁴ La composante du malheur ou du tragique est essentielle dans l'inconscient collectif de la région : ainsi que l'on théorise de nombreux penseurs, l'Europe centrale se pose en victime des appétits des puissants. Le philosophe tchèque Jan Patočka et le politologue hongrois István Bibó ont tous deux réfléchi sur cette dimension mais en tirant des conclusions radicalement différentes, le second plaçant au centre de sa réflexion la responsabilité des Hongrois en l'occurrence dans l'enchaînement fatal des années 1930.

L'évolution historique de la place de l'Europe centrale en Europe

L'adhésion des pays d'Europe centrale (Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie et Slovénie) à l'Union européenne le 1er mai 2004 suscite dans les milieux intellectuels et les opinions publiques de ces pays un débat sur l'euroanéité. Si chacun est convaincu, dans l'Union et en dehors, que la région appartient bel et bien à l'Europe, il reste à s'interroger sur sa nature géopolitique. Au XVIII^e siècle, les notions d'Europe centrale et orientale n'étaient pas encore fixées puisque les grandes puissances s'efforçaient à dominer ces régions et à agrandir leurs possessions territoriales. La méconnaissance des Occidentaux pour ces contrées lointaines et présumées inhospitalières contribuait en outre au flou des définitions géographiques. Deux étapes ont alors été essentielles dans le dessin des contours de l'Europe centrale telle qu'on la connaît au siècle suivant: le recul inexorable de l'empire ottoman qui permet aux Habsbourg de reconquérir toute l'Europe centrale du Sud et de l'Est catholique et à un moindre degré protestante (Croatie, Hongrie, Transylvanie); le règne de Pierre le Grand puis de Catherine II en Russie qui suscite l'intérêt voire l'admiration de l'Europe éclairée. L'Europe centrale se superpose dorénavant sur les frontières de la monarchie habsbourgeoise et les grands équilibres du XIX^e siècle se mettent en place: les Turcs au Sud-Est, la Russie à l'Est et au Nord, la Prusse au Nord-Ouest, les Provinces Unies, la Grande Bretagne, la France et l'Espagne à l'Ouest et au Sud, avec chacun leurs vassaux ou alliés dans les États allemands et en Italie. Les Habsbourg sont alors considérés comme souverains d'un territoire qui participe à la fois de la tradition médiévale par la permanence du Saint Empire Romain Germanique et du renouveau par la reconquête ou le gain de nouvelles régions partiellement civilisées.

C'est précisément le degré de "civilisation" qui fait office de brevet d'euroanéité à cette époque, ce dernier étant délivré par les voyageurs occidentaux toujours plus nombreux qui traversent la région pour se rendre en Russie. Comme l'a bien montré Larry Wolff, l'Europe centrale devient telle par la grâce de l'oeil occidental qui la juge moins civilisée que sa terre d'origine,⁵ mais plus avancée que la Russie ou les Balkans. Les villes notamment, où domine le plus souvent la population germanique, sont mises sur le même plan que les cités de l'Europe occidentale. La domination intellectuelle de l'Occident à travers les Lumières pèse encore de tout son poids sur les élites d'Europe centrale. Après le latin, la langue allemande est le vecteur de l'intelligence en Europe centrale au même titre alors que le français. Les élites centre-européennes sont formées dans les universités allemandes, catholiques et protestantes, puis elles entament leur tour d'Europe qui passe par Paris et Londres. Les historiens ont tendance à considérer cet échange dans un sens unique,

⁴ HERDER Johann Gottfried, *Ideen zur Philosophie der Geschichte der Menschheit*, Riga-Leipzig, 1791.

⁵ Wolff, *Inventing Eastern Europe*, op. cit., p.43-49.

de l'Est vers l'Ouest, en sous-estimant l'apport fourni par des générations de jeunes gens à l'Europe occidentale. On s'attache ainsi toujours à démontrer à quel point les idées occidentales ont pénétré l'Europe centrale, sans prendre en compte ce que les intellectuels ont pu écrire sur leurs expériences ou leurs lectures. La diffusion de la pensée d'Alexis de Tocqueville en est un exemple: *De la démocratie en Amérique* a été lu et traduit dès sa parution en France, mais l'on sait moins ce que ses lecteurs en ont pensé. Les tenants du fédéralisme de 1848 se référaient ainsi souvent aux États-Unis moins par expérience personnelle que par la lecture de Tocqueville. Le contenu des bibliothèques des grands réformateurs hongrois du début du XIX^e siècle est très éclairant en la matière et leurs écrits témoignent non seulement de leurs inspirations occidentales mais aussi et surtout de leur habilité à transposer ces idées dans les réalités locales.

À deux reprises au XIX^e siècle, l'Europe centrale va se trouver acteur et enjeu du concert européen et jouer dans l'équilibre des puissances en Europe un rôle fondamental. Les guerres napoléoniennes ébranlent l'ordre européen issu des guerres du XVIII^e siècle, elles bouleversent le paysage de l'Europe centrale déjà transformé par la disparition récente de la Pologne. Mais avant tout elles interviennent à un moment où le sentiment national commence à se faire jour dans divers territoires de la monarchie habsbourgeoise et en Italie, reprenant à son compte la politique de Louis XIV, Napoléon va tenter de diviser l'empire en établissant des embryons d'États-nations ou en appelant à la rébellion. Malgré l'échec de l'entreprise napoléonienne, certaines de ces expériences vont créer des précédents et constituer un ferment de conscience nationale, ainsi les Provinces Illyriennes placées entre 1809 et 1813 sous administration française et dont le souvenir jouera un rôle important pour l'identité croate. La secousse a montré en outre que l'ordre établi n'était pas irrévocable et de même que lors des guerres de succession, l'Autriche a eu besoin de tous ces États héréditaires pour se maintenir. Mais la politique éclairée de Marie-Thérèse n'est plus de mise en 1815 et forte de sa culture nationale naissante et du rôle économique qu'elle a joué dans l'épisode napoléonien, la Hongrie regimbe contre le système de Metternich. Le romantisme fait son chemin aussi chez les autres peuples de l'empire, les théories de Herder notamment connaissent un grand succès et toute la philosophie allemande en générale. Le *Vormärz* coïncide avec la découverte des cultures nationales et leur élévation au rang de valeur suprême en l'absence d'un contenu politique. Le théâtre se fait tribune et la poésie pamphlet.

La révolution de 1848 éclate dans ce contexte et contrairement à ce qui se passe en France, les griefs sociaux rejoignent les revendications nationales. Entre deux pôles qui aspirent à l'unité nationale, l'Italie et l'Allemagne, les peuples de l'empire des Habsbourg cherchent leur place. Ce moment d'interrogations et de tâtonnements est un des plus riches qu'ait connus la région et l'historien ne peut qu'y trouver matière à réflexion, en particulier dans la thématique de la rupture et de la continuité. On se situe certes dans une rupture évidente, mais si l'on regarde l'attitude des grandes puissances, on doit en revanche se replacer dans la continuité. La menace est grande: l'Autriche est proche de l'explosion et il pourrait en résulter plusieurs cas de figures que ni la France ni la Grande Bretagne ne souhaitent voir se concrétiser: pour la première, l'éventualité d'une Allemagne unifiée grossie des pays allemands de l'empire des Habsbourg est un cauchemar, l'option de Grande Allemagne telle que l'on l'imaginait alors aurait eu pour conséquence un morcellement des autres provinces de l'empire autrichien que la France voyait devenir une proie pour la Russie; mais cette option était également redoutée par les Britanniques car ils y voyaient un risque pour la Méditerranée, la faiblesse des Turcs encourageant la Russie à s'emparer des Détroits. Dans les deux cas, le maintien de l'empire d'Autriche était une nécessité par défaut. Après les élans romantiques du gouvernement Lamartine, la France

renoua avec une politique qui consistait à préserver l'équilibre des puissances. Ce choix va caractériser toute la politique étrangère de la France jusqu'en 1919 et même au-delà, il est très clairement dicté par la rivalité de plus en plus forte avec l'Allemagne. L'Autriche puis l'Autriche-Hongrie sera l'élément modérateur de ce nouveau concert des nations et continuera de représenter l'Europe centrale dans l'optique occidentale qui veut éviter tout morcellement susceptible de profiter à l'Allemagne et à la Russie.

Durant les dernières décennies du XIX^e siècle, l'Europe centrale tend à glisser vers l'Est pour deux raisons essentielles: les guerres perdues par la monarchie danubienne lui font perdre son ancrage italien d'une part et l'essentiel de son caractère germanique d'autre part, elle quitte en quelque sorte l'Europe occidentale. Dans un second temps, le reflux ottoman lui permet de se trouver de nouvelles perspectives, mais celles-ci sont situées dans les Balkans, que certains n'hésiteront pas à comparer aux colonies érigées par les empires occidentaux. La monarchie des Habsbourg change alors de nature, elle franchit la ligne de partage entre les deux mondes chrétiens et hérite du même coup de populations islamisées. Ses intérêts se modifient et entrent en conflit avec ceux de son ancien allié russe, traditionnel protecteur des chrétiens de l'empire ottoman. Pour certains observateurs contemporains, la monarchie se reconvertit habilement, pour d'autres, elle se dévoie en entrant en contact avec un monde arriéré dont elle ne peut tirer que de maigres bénéfices.

Au début de la Première guerre mondiale, les facteurs de continuité prédominent, la France et la Grande Bretagne luttent avant tout contre l'Allemagne et ce sont la Russie et l'Italie à partir de 1915 qui donnent à la guerre une dimension centre-européenne avec leurs revendications envers l'Autriche-Hongrie. Prisonniers des promesses faites aux conseils nationaux et confrontés d'une part à la révolution russe et à l'écroulement de l'empire des Habsbourg d'autre part, les Alliés occidentaux doivent se résoudre à la solution qu'il souhaitaient éviter au XIX^e siècle, à savoir la création de petits États successeurs de l'empire. Seule la défaite allemande justifie ce nouvel équilibre européen. L'Europe centrale issue des traités de paix de 1919-1920 a été abondamment étudiée, mais surtout du point de vue des grandes puissances. Les historiographies nationales sont aussi très riches, mais il leur manque trop souvent la démarche comparative. Or la période de l'entre-deux-guerres recèle de nombreuses pistes de recherche encore trop peu explorées. Les relations bilatérales ne suffisent pas à expliquer la configuration extrêmement complexe de l'Europe centrale durant ces années et l'on a encore affaire à des clichés tenaces, largement hérités de l'historiographie de l'après 1945 dans les pays communistes. Les débuts de l'intégration européenne - la politique d'Aristide Briand, le mouvement Paneuropa etc. - ont fait l'objet de travaux essentiellement occidentaux qui passent sous silence leur réception en Europe centrale ou se limitent aux relations avec les pays alliés de la France et la Petite Entente. Les cercles genevois ont maintenant leurs historiens mais ceux-ci s'intéressent peu aux personnalités d'Europe centrale qui les fréquentaient: l'économiste hongrois Elemér Hantos qui s'efforça durant tout l'entre-deux-guerres de démontrer l'unité économique de la région danubienne n'a pas encore trouvé son biographe, y compris dans son pays d'origine.

L'aspect européen, voire centre-européen du national-socialisme et des mouvements fascistes européens n'a pas été encore suffisamment examiné. Si l'on connaît les grands traits de la politique hitlérienne dans l'hypothèse d'une victoire de l'Allemagne nazie, la place de l'Europe centrale y est en revanche rarement évoquée. Ce sont les théories raciales qui ont majoritairement intéressé la recherche et beaucoup les conceptions géopolitiques. Des ouvrages récents ont commencé à revenir sur ces aspects de la pensée national-socialiste, mais ils privilégient l'Europe occidentale. Des groupes de chercheurs allemands ont réfléchi sur l'Europe nazie et la collaboration, mais sans traiter de la doctrine. Le

révisionnisme issu des traités de paix a été tantôt passé sous silence dans les démocraties populaires, tantôt stigmatisé sous l'appellation de nationalisme bourgeois incompatible avec la solidarité socialiste internationale prônée par le pouvoir soviétique. L'idéologie des mouvements fascistes centre-européens est méconnue dans sa réflexion sur l'avenir de l'Europe centrale.

En 1945 et plus encore après 1947-1948, l'Europe centrale redevient une périphérie, à l'Ouest du bloc soviétique et à l'Est de l'Europe occidentale. C'est seulement alors que l'expression „*Europe de l'Est*” s'impose dans le discours occidental et prend une telle importance qu'elle est même utilisée par les auteurs d'Europe centrale dans les années 1980, à la fois pour la dénoncer et par ironie. Cette appellation fait immédiatement comprendre à quel point l'Europe centrale a été rejetée à une distance vague mais considérable, qui plus est globalisante. Tous les pays satellites semblent alors se fondre dans un même désespoir jusqu'à ce que certains montrent que le bloc n'en est pas un et que des trajectoires divergentes sont possibles, certes à un prix exorbitant. La réflexion sur la politique étrangère semble même périodiquement possible, ainsi en 1956 où les Hongrois, s'ils veulent sortir du pacte de Varsovie, n'envisagent pas de s'aligner forcément sur l'Occident mais à l'instar de l'Autriche, opteraient plus volontiers pour un statut de neutralité.⁶ On rejoint là le non-alignement cher à la Yougoslavie et la thématique de la troisième voie très répandue dans la région jusqu'à aujourd'hui. Deux fois victime, du nazisme puis du communisme, l'Europe centrale adopte le rôle de victime, les populations s'installent dans une attitude d'éternels attardés, complexés face aux succès de l'Occident et à l'accélération de la construction européenne. Le tragique l'emporte et l'histoire est appelée au secours de la paranoïa, mais ce qui pourrait passer pour de la contemplation morbide construit également la résistance et endurecit les esprits. La reconversion rapide de 1989 montre que le pessimisme ne conduit pas automatiquement à l'échec.

La transition démocratique de 1989 et les débats qui ont agité les sociétés centre-européennes depuis lors ont été précédés par des prémisses discrets mais suffisamment clairs pour faire l'objet d'un examen attentif. Les années 1980 sont révélatrices de changements profonds à plusieurs niveaux, l'état policier se desserre nettement dans certains pays comme la Hongrie qui commence même à mener une politique étrangère résolument tournée vers la Communauté économique européenne et se transforme graduellement en société mixte. Le chemin est moins facile pour la Pologne, mais là aussi, les mentalités évoluent. La Yougoslavie de l'après Tito se divise, Slovènes et Croates prenant la tête d'une contestation autant économique qu'identitaire. Dans le même temps, les intellectuels et les historiens revalorisent le passé habsbourgeois, des écrivains de l'ancien empire se rencontrent régulièrement et reconstruisent l'Europe centrale. En Occident, la mode est à la Vienne fin-de-siècle, creuset des nationalités et non plus prison des peuples, les éditeurs reprennent des traductions d'auteurs viennois du tournant du siècle et lancent sur le marché des collections qui font la part belle aux écrivains centre-européens. Dans ce contexte de frémissement des consciences, trois moteurs de la contestation vont se mettre en marche à des degrés divers selon les pays: l'exigence de liberté religieuse que l'élection d'un pape polonais vient mettre en lumière; l'écologie, qui avec la catastrophe de la centrale de Tchernobyl et les projets de construction du barrage hydro-électrique de Gabčíkovo-Nagymaros, échappe au contrôle des autorités dépassées

⁶ RAINER M. János, *National Independence, Neutrality, and Cooperation in the Danube Region: Imre Nagy's Foreign Policy Ideas*, ROMSICS Ignác, Béla KIRÁLY (éd.), *Geopolitics in the Danube Region. Hungarian Reconciliation Efforts 1848-1998*, Central European University Press, Budapest, 1999. 281-304.

par un problème nouveau qui échappe aux catégories marxistes ; enfin le sort des minorités hongroises qui dépasse le cadre des relations entre États socialistes et trouve le chemin des médias occidentaux.

Le débat de l'après 1989 a été centré autour de deux problématiques majeures : rejoindre l'Europe communautaire dans un délai le plus bref possible ou bien passer par une phase intermédiaire d'intégration régionale. Cette dernière solution a paru pendant un temps prévaloir avec la création du groupe de Visegrád, puis avec les diverses initiatives régionales mettant en présence des pays d'Europe centrale et des pays occidentaux, ainsi que des pays issus de l'Union soviétique. Le groupe de Visegrád a très vite montré ses limites et l'éclatement de la Tchécoslovaquie l'a relégué au rang de forum de discussion néanmoins intéressant mais jugé inutile par ses propres membres qui se prononcèrent résolument pour l'intégration euro-atlantique. La coopération régionale en revanche a suscité davantage d'intérêt, y compris de la part de l'Union européenne elle-même, soucieuse de donner le change à des pays comme la Roumanie et l'Ukraine, ainsi l'Eurorégion carpatique est-elle une réussite dont la Hongrie et la Slovaquie ont su profiter. Même si l'intégration régionale sur le modèle de Visegrád n'a pas fonctionné, les chefs de gouvernements des États candidats ont tout de même fait cause dans maints débats, notamment lors de leur adhésion à l'Otan. À cet égard on peut remarquer que le débat sur la neutralité qui avait agité la Hongrie en 1956 a été quasi inexistant, il a en revanche agité l'Autriche où les partisans de l'abandon de la neutralité l'ont présentée comme obsolète après l'effacement de la menace soviétique et l'intégration de la Hongrie, de la République Tchèque et de la Pologne.

L'intégration de 2004 est la plus vaste jamais réalisée et elle concerne donc toute l'Europe centrale.⁷ Au début du processus, les trois candidats les plus avancés envisageaient une adhésion rapide et séparée des autres pays considérés moins bien préparés, cette période a été caractérisée par le retour des vieux démons nationalistes, chacun s'efforçant de se montrer plus européen que le voisin. La séparation entre Tchèques et Slovaques a été dominée par cette rhétorique, un hebdomadaire tchèque titrant même en juillet 1992: „*Seuls vers l'Europe ou ensemble vers les Balkans*”, révélant à quel point les mentalités étaient encore prisonnières des clichés nationaux tandis que dans le même temps, on constate la fin du modèle de la nation historique qui prévalait depuis le siècle précédent. En effet, au-delà des résultats macro-économiques et de l'évolution strictement politique de l'Europe centrale qui la qualifient pour adhérer à l'Union, on peut se demander ce qu'il en est des mentalités centre-européennes: comment les citoyens se représentent-ils l'Union, comment voient-ils leur pays et l'Europe centrale dans ce contexte ?

Pôle de stabilité nécessaire en 1848 entre les ambitions allemandes et russes, l'Europe centrale glisse vers l'Est au fur et à mesure que l'empire des Habsbourg se retire d'Allemagne et d'Italie, tandis que ses intellectuels ne cessent d'affirmer leur appartenance au modèle occidental. Dans l'entre-deux-guerres, nombreux furent les penseurs originaires des différents pays de la région qui réfléchirent sur la place de l'Europe centrale en Europe après l'écroulement des empires habsbourgeois et ottoman. Dans l'esprit des diplomates occidentaux, l'Europe centrale est alors vue comme l'instrument d'une „*alliance de revers*” destinée à freiner les appétits allemands. Après 1945, la zone est à nouveau instrumentalisée en tant que glacis protecteur et devient une périphérie du bloc soviétique. À plusieurs reprises, le glacis va montrer son peu de solidité et les occurrences de 1956, 1968 et 1981 font resurgir

⁷ La situation de la Croatie est particulière mais elle pourrait rattraper le retard politique accumulé pendant la guerre et les années Tudman et rejoindre l'Union en 2007.

dans les pays concernés le questionnement sur l'identité géo-politique de la région. La rupture de 1989 s'inscrit donc à cet égard dans une longue durée: dès les premiers soubresauts, les intellectuels et hommes politiques hongrois ou tchèques affirment l'appartenance historique de leurs pays à l'Europe et leur volonté de „*revenir*” au sein du concert des nations européennes, dont l'Union européenne est désormais devenue le synonyme. Mais là encore, l'Europe centrale est placée dans une position périphérique puisque l'élargissement de l'Otan puis l'intégration européenne font d'elle la marche orientale de ces institutions.

Les représentations de l'Europe centrale

La formation des images de l'autre et du monde environnant se construit en Europe centrale sur plusieurs niveaux depuis l'affirmation des identités nationales au XIX^e siècle. Le préalable en est la conscience de l'existence ou non d'un État permettant l'identification entre culture nationale, identité et communauté nationale. Dans l'Europe centrale de la fin du XIX^e siècle, ce cas de figure n'existe pas puisque même l'identité autrichienne fait problème et que l'Autriche n'est pas un État-nation au sens occidental du terme. Les autres territoires de la monarchie se partagent en deux catégories: anciens royaumes médiévaux bien définis et puissances régionales, ils ont été victimes de leurs faiblesses internes et de l'appétit de leurs voisins, voire de la conquête ottomane (Royaumes de Bohême, de Pologne, de Hongrie et de Croatie), la formation de leur identité nationale et leurs références culturelles se rattachent à ce passé avec „*la nostalgie d'avoir été grands*”. La seconde catégorie regroupe „*les peuples sans histoire*” que sont les Slovaques et les Slovènes, sans existence étatique, pratiquement sans noblesse et donc placés dans une situation de retard au regard de la constitution d'un patrimoine culturel spécifique. À la base de l'identité nationale des pays d'Europe centrale se trouve donc cette distinction incontournable. La position géographique détermine ensuite le rapport au centre (Vienne), aux voisins (les autres *Kronländer*) et à l'extérieur : les Tchèques rappellent souvent que Prague est située à l'ouest de Vienne, les Polonais vivent dans l'obsession de l'agression russe ou allemande, les Hongrois et les Croates ne cessent de faire référence à *l'antemurale christianitatis*. Selon la situation du territoire dans l'empire, l'identité se construit plus ou moins en opposition au centre ou à ses représentants, dans le cas des Tchèques et des Slovènes, ou bien à la communauté dominante dans le cas des Slovaques face à la politique de magyarisation de Budapest. L'absence de nation génère une identité très différente selon que la communauté privilégie le repli sur les valeurs culturelles et se contente d'une participation politique modeste, ou bien tente, si besoin par les armes, de conquérir son indépendance. En Pologne et en Hongrie, le culte de la nation, de la grandeur de l'État, lié en partie à l'existence d'une noblesse nombreuse, visible et active, débouche sur la revendication violente comme le montrent les révoltes polonaises du XIX^e siècle (1831, 1863), la révolution de 1848 et au XX^e la contestation du régime communiste; chez les Tchèques au contraire, peu importe la forme que revêt l'État, l'essentiel réside dans la préservation de la culture, l'identité est dissociable de la nation et si les conditions sont requises pour le maintien de la première, la communauté concentre ses facultés de résistance et de création sur l'expression culturelle: cette attitude a été sévèrement jugée par le monde extérieur en 1938, 1948 et 1968, mais elle révèle un type tout à fait particulier de conscience nationale propre à l'Europe centrale.

Le rapport au monde extérieur vient donc ensuite, et seulement dans le cas des nations historiques: à la fin du XIX^e siècle, il se caractérise chez les Hongrois et les Tchèques par une recherche de contacts internationaux qui dépassent l'autorité de Vienne et qui se situent

majoritairement en Europe occidentale, en France surtout pour les Tchèques, en Grande Bretagne et en France pour les Hongrois. Cette volonté de sortir de l'Europe centrale est devenue une constante et elle a été remise au goût du jour après 1989: l'image négative de retard que convoie la région pousse les élites et les dirigeants à favoriser les relations avec l'Occident, ce qui a pour conséquence une négligence, une ignorance voire un mépris du voisin, nécessairement moins avancé, sans parler du voisinage plus lointain que constituent les Balkans et les anciennes républiques soviétiques. On en veut pour preuve la frénésie d'apprentissage des langues étrangères et surtout de l'anglais, qui se fait au détriment des langues locales et même de l'allemand pourtant ancienne langue véhiculaire de la région. Ce désintérêt vis-à-vis des pays voisins se répercute dans la recherche en sciences humaines, il y a ainsi abondance de travaux traitant du rapport des uns et des autres à l'Europe occidentale ou à certains des pays lui appartenant, mais une rareté évidente des études régionales, ce qui est d'autant plus dommageable que certains pays possèdent en la matière des traditions bien établies comme par exemple les relations entre la Hongrie et la Pologne. L'échec de Visegrád et d'autres formes de coopération régionale antérieure à l'intégration européenne repose en partie sur la permanence de ces préjugés.

Au sein d'une région dont les habitants ont longtemps vécu ensemble, partagé les mêmes langues, la même nourriture, l'abondance des stéréotypes et des clichés ne doit pas surprendre, on se dispute parfois sur l'attribution à tel ou tel groupe national d'une recette de cuisine. L'absence de frontières, la mobilité des personnes, les mariages mixtes, l'assimilation, ont fini par créer un type centre-européen, une identité commune à tous ces peuples, à cet égard l'identité juive est particulièrement intéressante car elle apparaît profondément transnationale et seule à même de représenter l'identité „nationale” de la monarchie austro-hongroise. L'unité et la diversité du monde habsbourgeois est un thème récurrent qui a inspiré de nombreux travaux, mais il serait intéressant de voir ce qu'il en a subsisté après 1918, 1945 et *a fortiori* 1989. L'expérience soviétique a tenté de faire croire aux habitants d'Europe centrale à une nouvelle forme d'unité, mais celle-ci était tout d'abord imposée de l'extérieur et de plus par une puissance jugée à la fois agressive et arriérée. L'identité socialiste se substituant aux relations ancestrales qui avaient cours dans la région a été trop brutale et trop russe pour séduire des populations et leurs élites habituées au commerce intellectuel avec l'Occident. La reconversion des cultures nationales, la création de panthéons socialistes où l'on a fait entrer de force les grandes figures nationales en les travestissant en leaders ouvriers, n'ont pas réussi à bâtir en Europe centrale une nouvelle identité, que les citoyens se sont empressés de jeter dans les oubliettes de l'histoire en 1989. La résurgence du sentiment national débarrassé du dogme a effrayé l'Occident qui n'a pas vu qu'il s'agissait là d'un moment de défoulement bien compréhensible: mais il a pu effectivement poser problème dans les pays nouvellement créés comme en Slovaquie et surtout en Slovaquie où l'on a tenté de construire une continuité étatique entre l'État slovaque de 1939-1945, satellite de l'Axe, et l'État indépendant né de l'éclatement de la Tchécoslovaquie. Les deux pays ont choisi une direction opposée, la Slovaquie se repliant sur une communauté nationale étroite et volontiers xénophobe, la Slovaquie optant résolument pour le rapprochement avec l'Union européenne.

Région imbriquée et redessinée par les traités internationaux à plusieurs reprises, l'Europe centrale a été caractérisée jusqu'en 1945 par la volatilité de ses frontières et par la présence de nombreuses minorités nationales. Ces deux facteurs contribuent à alimenter la réflexion sur les questions d'identité. En Hongrie et en Pologne, ils jouent un rôle considérable. Dans le premier pays, l'identité nationale du XX^e siècle est inséparable du traumatisme résultant du traité de Trianon, en même temps qu'il remodelait les frontières

de la Hongrie, le traité créait des minorités hongroises dans quatre pays jusque là partie intégrante de la monarchie austro-hongroise ou appartenant à la Couronne de St Étienne. La Transylvanie, qui occupait une situation clé dans la pensée politique hongroise depuis l'époque turque, considérée comme un berceau de l'identité nationale voire religieuse (elle était un bastion calviniste) et élément charnière des théories fédéralistes hongroises, est attribuée à la Roumanie qui aura d'ailleurs bien des difficultés à dompter le régionalisme transylvain. Le révisionnisme fait office de politique extérieure voire même de politique tout court en Hongrie durant l'entre-deux-guerres et façonne la conscience nationale jusqu'à atteindre un statut mythique, il resurgit en 1945 et sporadiquement depuis 1989 faisant l'objet de récupérations politiques.

Composantes éloignées de l'identité nationale, les minorités sont les seules communautés à maintenir encore le multilinguisme qui était la norme jusque dans l'entre-deux-guerres, l'homogénéisation ethnique issue de la Seconde guerre mondiale (transferts de population, disparition quasi totale des Juifs, repeuplement) a certes renforcé les identités nationales mais a fait disparaître une composante importante de celle-ci, le patriotisme local ou *Landespatriotismus* qui était partagé en un lieu donné par toutes les communautés, présent en ville comme dans les campagnes, il a subsisté dans quelques provinces où les minorités sont restées fortement amalgamées comme en Transylvanie mais il a fait les frais des tentatives de systématisation du régime de Nicolae Ceaucescu qui a conduit au départ des Saxons et à la confrontation entre Hongrois et Roumains.

Plus que la thématique minoritaire, c'est la question des frontières qui prédomine en Pologne. Deux conceptions se font face, qui sont devenues une constante de la pensée politique en Pologne depuis 1918: d'une part l'image d'une Pologne réduite, homogène, héritée de la dynastie des Piast, d'autre part une Pologne expansionniste et messianique mais tolérante et humaniste, celle de la dynastie cosmopolite des Jagellons. Dans les deux cas, les voisins restent les mêmes et l'extension des frontières sert en fait à se ménager un glacis de sécurité. La vie politique de l'entre-deux-guerres a été dominée par cette dichotomie qui voyait s'affronter le national-démocrate Dmowski, partisan de la première théorie, et le maréchal Piłsudski qui défendait la seconde. Impossible à évoquer durant la période communiste, la problématique des frontières de la Pologne a néanmoins été sujet à débats dans l'émigration et en particulier dans la revue *Kultura* publiée à Paris.⁸

Dans l'identité nationale des pays d'Europe centrale est, à quelques exceptions près (Slovaquie et Slovénie surtout, du fait de leur absence d'histoire étatique), également présent le sentiment d'insécurité. Les envahisseurs successifs ou les appétits de voisins puissants ont été des facteurs constitutifs d'une identité défensive: la menace puis l'invasion ottomane, les partages de la Pologne, ont donné naissance au mythe de la fragilité. L'angoisse de la disparition peut même générer des attitudes d'agression envers plus faible que soi, on le voit dans la politique de magyarisation des Hongrois à la fin du XIX^e siècle et dans le peu de tolérance des Polonais de Galicie vis-à-vis des Ruthènes. Les souvenirs de grandeur passée viennent nourrir les mythes contemporains: les Hongrois sont convaincus que Georges Clemenceau a détruit la monarchie austro-hongroise et voulu le démembrement de la Hongrie royale; en 1956 ils ont cru, ainsi d'ailleurs que l'opinion internationale, que seule l'annonce du retrait du pacte de Varsovie avait déterminé les Soviétiques à intervenir et restent persuadés que l'Occident aurait pu venir à leur secours.⁹ En

⁸ SOLTYK Robert, *Visions de l'Europe du Centre-Est dans la revue Kultura de Paris*, DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel (éd.), *Histoire des idées politiques de l'Europe centrale*, Paris, 1998. p.542.

⁹ ROMSICS Ignác (éd.), *Mitoszok, legendák, tévhitek a 20. századi magyar történelemről* (Mythes, légendes,

1981, le général Jaruzelski a habilement utilisé la terreur que pouvait susciter une invasion soviétique pour se poser en sauveur de la Pologne. Rien d'étonnant donc à voir des États devenus libres demander leur adhésion à l'Otan: vu comme une alliance de pays éloignés, il éloigne le spectre russe et répond au besoin de sécurité inhérent aux petits États qui voient en lui une protection à la fois contre la menace potentielle russe, bien amoindrie cependant, et contre les dangers de déstabilisation émanant du monde balkanique, quant à eux souvent exagérés. L'Union européenne représente de son côté un espace de sécurité économique et un gage de prospérité, tout aussi précieux aux yeux des dirigeants centre-européens. Comment cependant reconstruire une identité nationale nouvelle (Slovénie, Slovaquie) ou retrouvée et s'accommoder de la perte de souveraineté qu'implique l'intégration ?

Le rôle des intellectuels

L'absence d'État-nation en Europe centrale a fait jouer à la culture un rôle surévalué, la concentration de l'identité nationale sur le culturel, la défense de la langue par la presse, la littérature et le théâtre a consacré la figure de l'intellectuel plus que partout ailleurs en Europe. L'engagement politique est donc une conséquence parfaitement logique de cette valorisation extrême de la culture où tout fait débat. Curieusement les régimes communistes ont contribué bien malgré eux à amplifier ce phénomène en faisant de l'accès à la culture de tous un des principaux traits de leur système : la prise en main du discours politique par les citoyens en 1956 et en 1968 a montré les limites de cette politique. L'identification de l'intellectuel au politique est également frappante tout au long du XIX^e siècle et après : les interrogations sur l'avenir de la monarchie sortent très largement des cercles littéraires ou parlementaires et les deux réseaux se confondent, la plupart des personnalités politiques sont aussi des théoriciens, voire des philosophes ou des écrivains, parfois masqués derrière des pseudonymes mais le plus souvent en leur nom propre. Les idées nouvelles jaillissent tantôt de l'un ou de l'autre de ces groupes qui sont même parfois proches du pouvoir et l'on pense là aux contacts de l'archiduc Rodolphe avec le patron de presse Moritz Szeps ou à ceux de son successeur, l'archiduc François-Ferdinand qui rassemble dans son palais du Belvédère des hommes qui prônent une fédéralisation de l'empire comme le Roumain Aurél Popovici. Des contacts de ce type continueront à être la norme dans l'entre-deux-guerres, Masaryk et Beneš, eux-mêmes des intellectuels, recevant les principaux penseurs contemporains. Dans la Hongrie du régent Horthy, le débat est tout aussi animé, tout comme en Tchécoslovaquie, la réflexion est dominée par la question de l'identité géographique et culturelle de l'Europe centrale, les titres des livres en sont un indicateur très net.¹⁰ Si les Tchèques répondent résolument qu'ils se sentent occidentaux, la réponse hongroise est ambivalente et rejoint une controverse qui date de la seconde moitié du siècle précédent, durant laquelle les intellectuels se sont partagés en deux camps bien distincts, que l'on appellera pour plus de commodité les occidentalistes et les orientalistes. Chez les premiers domine la modernité, le progrès, le mode de vie urbain et l'attrait pour l'Occident qui se traduit par la publication d'une revue dont le titre est précisément *Nyugat* (Occident), chez les seconds la ruralité, les valeurs chrétiennes de la Hongrie et surtout le calvinisme, le repli sur une identité nationale étroite. La culture officielle de la période Horthy essaiera d'exalter cet aspect de l'identité culturelle hongroise sans toutefois y

préjugés dans l'histoire hongroise du 20^e siècle), Budapest, 2002

¹⁰ Du côté tchèque Ferdinand PEROUTKA, *Jaci jsme ?* (Que sommes-nous), Prague, 1927 et Gyula SZEKFŰ, *Mi a Magyar ?* (Qu'est-ce qu'un Hongrois), Budapest, 1939.

parvenir et en voyant même certains de ces représentants se retourner contre elle comme les écrivains de la vie rurale qui dénoncent en fin de compte la grande misère des campagnes. Les intellectuels polonais sont agités par les mêmes préoccupations, d'autant plus insolubles qu'ils viennent de trois traditions intellectuelles différentes et que la question des frontières orientales reste partiellement ouverte. Les réactions des intellectuels d'Europe centrale aux propositions d'union économique ou politique au niveau régional ou paneuropéen ont été très contrastées, certains y ont ouvertement adhéré et même contribué à leur diffusion par des articles et des essais, en particulier des Hongrois, ce qui peut surprendre compte tenu du dogme révisionniste prêché par le régime, pour qui toute organisation internationale reposant sur l'intangibilité des frontières ne pouvait être acceptée.¹¹ D'autres se sont intéressés à des formes bien précises d'intégration comme par exemple l'Internationale verte où derrière l'idéologie des partis agrariens pointaient des revendications nationales, ce qui est le cas des Croates et dans une moindre mesure des Slovènes et des Slovaques.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, dans le bref intervalle de pensée libre qui se déploie entre 1945 et 1947, les intellectuels constatent la faillite de l'Europe centrale sous domination allemande et s'interrogent sur la notion de fatalité en regardant en arrière. Aucun ne songe à rappeler les Habsbourg, mais l'image négative de l'empire vu comme une prison des peuples pâlit considérablement face aux crimes nazis, et elle pâlera encore davantage quelques décennies plus tard. Pour les intellectuels communistes en revanche, aucun regard en arrière n'est tolérable et ceci leur permet d'évacuer toute responsabilité et de présenter l'avenir comme libéré de toute préoccupation bourgeoise de nationalité. La „nostalgie” des Habsbourg des années 1980 est en partie explicable par le traumatisme et la faillite politique des deux totalitarismes dont l'impérialisme prétendait offrir une solution à la question de la place de l'Europe centrale en Europe en la faisant disparaître purement et simplement. Mais les puissances ne sont pas les seules coupables aux yeux de certains intellectuels, on trouve chez les proches de la social-démocratie et chez certains conservateurs la notion de responsabilité locale, y compris chez les Tchèques pourtant généralement fiers de leur expérience démocratique de l'entre-deux-guerres. Le principal théoricien de cette responsabilité interne est le Hongrois István Bibó qui s'il dénonce à juste titre la dérive autoritaire et l'obsession révisionniste du régime Horthy, règle un peu vite à mon sens la question de la situation internationale.¹² Soucieux d'échapper à ce sort peu enviable des petits pays susceptibles de devenir la proie des grands, Bibó prêche la troisième voie dont il a déjà été fait mention et il est l'un des principaux défenseurs de cette conception en Europe centrale et on le retrouve d'ailleurs actif à ce niveau durant la révolution de 1956. Jan Patočka de son côté, reprenant l'idée de Palacký sur la nécessaire existence de l'Autriche, assigne de façon prophétique ce rôle à l'intégration européenne, dont la Tchécoslovaquie se trouve alors à des années-lumière de distance, c'est selon lui la seule alternative possible pour les petits États du centre de l'Europe.¹³ Les intellectuels émigrés sont également une source de réflexion importante et expriment une grande variété de choix politiques, mais là encore, la troisième voie est une éventualité sérieusement considérée même si elle fait débat et que des groupes tels que Est-Ouest ou la revue *Kultura*

¹¹ KÖVICS Emma, *Die Frage der europäischen Einheit und die politische öffentliche Meinung in Ungarn*, DRABEK Anna M. - PLASCHKA Richard G. - RUMPLER Helmut (éds.), *Das Parteiwesen Österreichs und Ungarns in der Zwischenkriegszeit*, Vienne, 1990. p.215.

¹² BIBO István, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986

¹³ SOKOL Jan, "La pensée européenne de Jan Patočka", Delsol, Maslowski, *Histoire des idées politiques de l'Europe centrale*, op. cit., p.501. Voir aussi LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, *Jan Patočka. L'esprit de la dissidence*, Paris, 1998.

sont franchement occidentalistes. Tout comme la neutralité, la théorie de la troisième voie sera peu reprise après 1989, tant l'Otan et l'Union européenne semble offrir les garanties du respect de l'individualité nationale.

La relative libéralisation des années 1980 permet aux intellectuels d'Europe centrale de se rencontrer, et notamment de se confronter à leurs compatriotes émigrés. Les Tchèques restent à l'écart de ces retrouvailles car au même moment, le régime policier tchécoslovaque se durcit, se sentant menacé par le dégel hongrois et surtout par l'expérience polonaise. Le terrain privilégié de ces discussions a souvent été la Yougoslavie, qui mettait à la disposition des intellectuels les foyers d'écrivains de l'Istrie ou de la côte dalmate (Slovénie, Korčula), ainsi que les colloques internationaux (Pen Club, congrès internationaux des sciences historiques etc.), ou encore les invitations faites à certains membres du monde académique par les universités occidentales. Dans ces forums, on repense l'histoire de la région et comme on l'a déjà dit, la période habsbourgeoise est très largement réhabilitée au regard des catastrophes ultérieures, on évoque aussi la solution de la troisième voie et l'avenir des petits pays d'Europe centrale, mais on réfléchit également sur la terminologie et „l'Europe de l'Est” est unanimement condamnée. L'histoire de ces rencontres et de leur production reste encore à faire,¹⁴ elle s'inscrit dans la continuité de la réflexion sur l'identité de la région centre-européenne, sur ses frontières et ses relations avec ses voisins (Europe occidentale, Balkans, Urss puis Russie), et elle a donné naissance à une redécouverte de l'Europe centrale, un peu rapidement surnommée *Mittleuropa*, ce qui ne signifie pas forcément la même chose dans l'esprit des différents acteurs de la région ni chez les intellectuels occidentaux. Les historiens s'en sont alors emparé et ont considérablement revisité le passé de la région, aboutissant en 1989 à abolir quasiment tous les tabous et à remplir les pages laissées blanches par les régimes communistes.

Trouver l'équilibre entre identité nationale, régionale et européenne semble être la principale préoccupation des intellectuels d'Europe centrale qui réfléchissent à l'avenir de leurs sociétés, elles-mêmes surtout intéressées par l'aspect économique de la question. C'est pourquoi les gouvernements qui se sont succédé dans ces pays depuis 1989 ont mené en tout et pour tout une seule politique étrangère (à l'exception notable de la Slovaquie, mise au ban de l'Europe durant l'ère Mečiar), consistant à se rapprocher puis à intégrer l'Union européenne. Au service de cet objectif, ils ont mobilisé l'histoire et les mythes nationaux, appelant à leurs côtés les rois et les saints médiévaux, afin de convaincre leurs populations et leurs interlocuteurs occidentaux de leur appartenance à l'Europe, ce qu'à vrai dire personne ne songeait à mettre en doute. Mais l'adhésion à l'Union ne clôt pas la discussion sur la nature de l'identité nationale, bien au contraire elle le relance en posant la question de la souveraineté des États dans la future constitution européenne et l'on voit réapparaître certaines théories fédéralistes. L'apparent consensus de la classe politique en Europe centrale ne doit pas masquer l'étendue de ce débat où l'on retrouve des arguments constants dans certaines familles politiques depuis la fin du XIX^e siècle.

¹⁴ On pense ici surtout aux contributions autrichiennes (intellectuels et hommes politiques, Bruno Kreisky pour le parti socialiste autrichien ou Alois Mock pour les conservateurs), italiennes (Claudio Magris), hongroises (György Konrad et György Dalos), polonaises (Adam Michnik) et yougoslaves. KONRAD György, *Der Traum von Mitteleuropa*, BÜSEK Erhard, WILFLINGER Gerhard (éds.), *Aufbruch nach Mitteleuropa. Rekonstruktion eines versunkenen Kontinents*, Vienne, 1986. 87-98. DALOS György, *Gibt es heute eine mitteleuropäische Literatur?*, MÉSZÁROS György (éd.), *Mitteleuropa. Traum oder Trauma?*, Brème, 1988. 154-160. *Mitteleuropa, gibt es das? Im Gespräch mit Zdeněk Mlynář*, Wiener Tagebuch 10, 1986.

Le grand tournant de la politique française envers l'Europe centrale et orientale au cours de la première guerre mondiale

L'Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences a participé à un projet de recherche financé par le Ministère de l'Éducation nationale hongroise et coordonné par l'Institut d'Études sur l'Économie Mondiale sur la politique étrangère des grandes puissances européennes envers l'Europe centrale et orientale, depuis 1918, en particulier la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne.¹ C'est dans ce cadre que j'ai eu l'occasion d'étudier l'attitude de la France au cours du siècle dernier vis-à-vis de notre région. Il résulte de ces travaux que l'élément le plus déterminant de la ligne de conduite française du 16^e siècle à nos jours est la politique de sécurité, notamment les relations de Paris avec les Allemands, puis l'Allemagne. L'examen de l'époque de la Première Guerre mondiale s'est révélé particulièrement important. On peut constater que l'Europe du Centre-Est a beaucoup gagné en importance à ce moment-là dans l'horizon de la politique extérieure française. C'est alors que débute la période la plus intensive des relations entre la France et la région. Les décisions diplomatiques du gouvernement français concernant la préparation des traités de paix, influencées par cette nouvelle politique, ont eu des conséquences non négligeables jusqu'à aujourd'hui. Les traces du paradigme de la politique étrangère s'étant forgée lors de «*la grande guerre*» peuvent être décelées dans la diplomatie française jusqu'au début des années 1980, voire même jusqu'au milieu des années 1990. Pour représenter la formation de la nouvelle conception, j'esquisse d'abord brièvement la perception des spécialistes en politique française de l'Europe centrale et orientale avant la première guerre mondiale. J'expose ensuite les étapes de l'évolution de la position de Paris pendant la Première Guerre mondiale. Et enfin, je résume l'essence et les conséquences de la politique française de 1918.

Eu égard à la sphère scientifique, les chercheurs français les plus importants des peuples slaves d'Europe centrale et orientale du 19^e siècle, Louis Léger et Ernest Denis, ont été considérablement influencés par le traumatisme de la défaite contre les Prussiens en 1870. „*Nous étions en plein désarroi, très affligés par notre ignorance, nous souhaitions trouver des appuis en Europe et vers qui pouvions-nous tourner sinon vers les Slaves?*” , écrivait Denis.² Léger et Denis étaient les personnalités les plus marquantes d'une nouvelle génération d'universitaires slavisants de la Sorbonne, républicains convaincus. Ces spécialistes d'Europe du Centre-Est ont appris les langues de leurs champs de recherche en y établissant des contacts personnels.³ Ils commençaient généralement à étudier la région par le biais d'un problème spécifique ou d'une langue qui influençait désormais leur point de vue concernant l'ensemble du terrain. Le vecteur politique de ce choix était si fort que l'on peut distinguer encore à nos jours une historiographie austro-hungarophile et une autre, tchécoslovaque.⁴ La question la plus brûlante de l'époque était l'avenir de la Monarchie austro-

¹ Cette étude a été préparée dans le cadre du projet OM NKFP 5/020/2001.

² Jindřich VANCURA, *Arnošt Denis*, Prague, Zlatoroh, 1923. 15. L'extrait d'une lettre de Denis à l'auteur, citée par Antoine MARES, *Louis Léger et Ernest Denis. Profils de deux bohémisants français au XIX^e siècle, La France et l'Europe centrale* (ed. Bohumila FERENCUHOVA), numéro spécial 2 de *Slovanské studie*, Academic Electronic Press, Bratislava 1995. 63-90.

³ MARES, *Les slavisants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon*, Cahier d'études hongroises (Sorbonne Nouvelle Paris III – CIEH, Balassi Kiadó, Institut Hongrois), 1994, n° 6. 185-186.

⁴ MARES, *Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937), Regards sur l'indomptable Europe du Centre-Est du XVIII^e siècle à nos jours*, Revue du Nord, collection Histoire, n° 10, Lille, 1996. 223-242.

hongroise. Tout en proposant le renforcement des éléments slaves au nom d'une alliance avec eux, la plupart de ces spécialistes pronostiquaient la survie de la Monarchie bicéphale et souhaitaient sa modernisation.⁵ Lors des révolutions de 1848-1849, les milieux politiques estimaient au Quai d'Orsay que la Monarchie des Habsbourg était un élément essentiel de l'équilibre européen; et le gouvernement français a soutenu le Compromis austro-hongrois de 1867, cela même au détriment des composants slaves. Néanmoins, l'échec subi en 1870 a entraîné des changements dans la manière de voir de l'élite politique française. Laveley écrivait en 1871 dans la Revue des Deux Mondes: „*Quand la Bohême et les Slaves du Sud s'agitaient, nos hommes d'Etat disaient: 'C'est la Russie qui souffle ce mouvement. C'est le panslavisme.' [...] Mais nous en avons aujourd'hui un terrible besoin du panslavisme! Lui seul peut nous sauver du pangermanisme*”.⁶ A partir de 1870, la politique étrangère française a appuyé tous les projets relatifs à l'Europe centrale et orientale qui étaient susceptibles d'affaiblir la puissance allemande. En toute logique donc, Paris a commencé à se montrer compréhensif envers les nationalités de la région, en particulier envers les Polonais, car cette question touchait de plus près la position de l'Allemagne. La formation en 1891-1893 de l'alliance militaire entre la France et l'Empire Russe a toutefois fortement modifié la politique de la France. On ne parlait plus des Ukrainiens soumis à l'autorité russe. Le Quai d'Orsay ne s'occupait plus désormais de la question polonaise qu'en Allemagne et en Galicie autrichienne, mais non en Russie...⁷ Il est important de souligner que la politique étrangère française considérait le problème des Polonais vivant sous le règne russe comme l'affaire intérieure de la Russie, alors que Paris était l'un des centres des émigrants d'Europe du Centre-Est, et que l'alliance traditionnelle franco-polonaise remontait en principe à plusieurs siècles. C'est en France que fonctionnait, à partir de 1911, l'Office central des Nationalités (devenu ensuite l'Office central de l'Union des Nationalités). L'un des fondateurs de cet organisme, Jean Pélissier, a soulevé l'idée que la France devrait prendre la tête de petits peuples d'Europe centrale et orientale pour saper les fondements de l'ordre européen établi par Bismarck en 1871. Cette conception aurait pu représenter une alternative à l'orientation russe. Mais la France avait besoin de l'alliance russe, et l'Entente fonctionnait convenablement contre les Puissances Centrales dirigées par les Allemands. En conséquence, la réalisation du programme en faveur de petites nations n'était pas possible pour le gouvernement français au début des années 1910.⁸

⁵ Ignác ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején* [Dilemme de la politique danubienne de la France au début du 20^e siècle], *Helyünk és sorsunk a Duna-medencében* [Notre place et notre destin au bassin du Danube], Budapest, Osiris, 1996. 12-17. MARES, Louis Leger et Ernest Denis. *Profilis de deux bohémisants français au XIX^e siècle, La France et l'Europe centrale*, op. cit. MAJOROS István, *Az Osztrák–Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban* [La décomposition de la Monarchie Austro-Hongroise et les aspirations française à la région danubienne], *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* [La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Etudes pour 70^e anniversaire de Mária Ormos], sous la direction de Ferenc FISCHER, István MAJOROS et József VONYO, Pécs, University Press, 2000. 421-422.

⁶ Vladimir Claude FISERA, *L'amie de notre ennemie? Attitudes françaises envers la Hongrie et ses voisins slaves (1870–1938)*, Cahier d'études hongroises, op. cit. 149-150.

⁷ Ibid. 150.

⁸ István MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában* [La question polonaise pour la politique étrangère française pendant la première guerre mondiale], *A Kárpát-medence vonzásában...* [Dans l'attraction du bassin des Carpathes], sous la direction de Ferenc FISCHER, Katalin HEGEDUS, István MAJOROS, József VONYO, Pécs, University Press, 2001. 293–295. L'auteur se réfère à l'étude de Georges-Henri SOUTOU, intitulée *Jean Pélissier et l'Office Central des Nationalités, 1911-1918: un agent du gouvernement français auprès des nationalités, Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la première guerre mondiale (Pologne, Ukraine, Lituanie)*, sous la direction de Georges-Henri SOUTOU, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995. 15-16.

Donc, du milieu du 19^e siècle à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la politique française vis-à-vis de l'Europe centrale et orientale a été déterminée par la sécurité nationale dont la préoccupation la plus importante fut le détournement du péril allemand. Les autres facteurs – notamment les valeurs républicaines de plus en plus dominantes dans la Troisième République, la nouvelle approche de la question des nationalités depuis les années 1860 et les positions scientifiques prises par les spécialistes français de l'Europe du Centre-Est – n'ont joué qu'un rôle subsidiaire par rapport au souci sécuritaire. Les universitaires slavissants et les dirigeants de la diplomatie française étaient d'accord sur le fait que l'Autriche-Hongrie – même modernisée et fédéralisée – devait subsister. Examinons maintenant les changements survenus au cours de la «*Grande Guerre*».

Après le déclenchement des hostilités, en constatant l'horreur de la guerre, les spécialistes slavissants ont durci leur position. S'éloignant de plus en plus de l'objectivité scientifique et employant le ton de la propagande, les tchéco-philés Léger, Denis et Louis Eisenmann ont exigé le démembrement de la Monarchie Austro-Hongroise. Les émigrants politiques qui ont quitté la Monarchie au cours de la guerre souhaitaient également son abolition. Ces deux groupes, qui entretenaient des relations très étroites, ont déployé une activité très intense pour faire triompher leurs idées. Les médias français et l'opinion publique presque dans son ensemble attendaient aussi la dislocation de l'Etat des Habsbourg. Il est d'autant plus surprenant que le gouvernement français n'a accepté ce programme qu'en 1917-1918. En 1916 encore, les recommandations de la commission chargée d'élaborer les propositions de paix affirmaient que l'intérêt de la France était la fédéralisation et non la suppression de la Monarchie. Il est donc probable que, malgré les interprétations antérieures, ni les célèbres spécialistes d'Europe du Centre-Est, ni les lobbies des émigrants politiques n'ont modifié sur le fond la politique gouvernementale française.⁹

C'est la situation militaire du pays, donc la politique de sécurité, qui a exercé une influence décisive. D'une part les Puissances Centrales ont commencé à partir de 1916 à employer la question des nationalités comme un instrument de guerre en décidant de soutenir l'autodétermination polonaise.¹⁰ D'autre part les batailles sanglantes de 1916 ont fortement réduit l'effectif de l'armée française. Pour augmenter sa force, Paris souhaitait utiliser les prisonniers de guerre tchèques et polonais. Nous présentons le processus de changement de la politique française envers l'Europe du Centre-Est en quatre étapes.

De janvier 1916 à novembre 1917, nous pouvons identifier une phase de préparation. L'application de la question des nations comme un instrument de guerre, c'est-à-dire l'engagement des soldats tchèques et polonais sur les champs de bataille a augmenté le poids des émigrants politiques tchèques et polonais. Parallèlement au renforcement de leur rôle militaire, le gouvernement français a eu plusieurs gestes à leur égard: en février 1916, le Président du Conseil des Ministres, Aristide Briand, a reçu le chef de l'émigration tchèque, Tomáš Garrigue Masaryk. L'organisation des forces militaires tchèques était poursuivie en France, en Italie et en Russie. En août 1917, un corps d'armée autonome

⁹ MARES, *Louis Leger et Ernest Denis. Profils de deux bohémisants français au XIXe siècle, La France et l'Europe centrale*, op. cit.; ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején, Helyünk és sorsunk a Duna-medencében*, op. cit. 17–19; MARES, *Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937)*, op. cit.; MARES, *Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon*, Cahier d'études hongroises, op. cit. 190. MAJOROS, *Az Osztrák–Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára*, op. cit. 422-423. 427. Magda ÁDAM, *A Kisantant [La Petite Entente]*, Budapest, Kossuth, 1981. 10, 15.

¹⁰ MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 293.

tchèque a été fondé en France. En septembre, l'effectif du corps d'armée tchèque fut déjà de 30.000 personnes.¹¹ A propos des aspirations polonaises, les responsables français estimaient que la Pologne renaissante pourrait grandement contribuer à contrebalancer l'Allemagne. La décision du Gouvernement Provisoire russe concernant la reconnaissance de l'indépendance polonaise a sensiblement élargi la marge de manœuvre du gouvernement français. En juin 1917, Raymond Poincaré, Président de la République, a établi l'armée polonaise autonome en France. Le Quai d'Orsay a demandé l'avis de l'émigration polonaise concernant l'avenir de la Pologne. La proposition d'Erasm Piltz a été admise comme but de guerre français. En septembre 1917, les autorités françaises ont reconnu le Comité National Polonais.¹²

C'est dans la seconde phase, en novembre – décembre 1917, qu'une modification qualitative s'est produite dans l'attitude française. Ce changement essentiel a été causé par l'arrivée au pouvoir des bolcheviques à Saint-Petersbourg. D'après leur programme de paix, il était évident que la Russie allait sortir de la guerre, et l'alliance stratégique franco-russe se désintégrerait. En conséquence, les dirigeants français devaient trouver un nouveau contrepoids à l'est de l'Allemagne. Ce changement a accru l'importance de la future Pologne aux yeux du gouvernement français. On a également attaché une plus grande signification aux peuples d'Autriche-Hongrie qui aspiraient à fonder un Etat souverain ou à se joindre à un pays national limitrophe. L'influence de leurs émigrations s'est de la même façon élevée. Cette nouvelle conception est apparue dans une note du Quai d'Orsay en novembre 1917. Le 27 décembre, Pichon, Ministre des Affaires étrangères, a publiquement insisté sur la création d'une Pologne indépendante. Cette nouvelle orientation a été donc renforcée par l'arrivée au pouvoir de Georges Clemenceau et de Stephen Pichon le 17 novembre. Le tournant en Russie a confirmé leur position antérieure. Les responsables du Quai d'Orsay estimaient qu'à elle seule, la Pologne n'était pas à même de servir de contrepoids à l'Allemagne: ils jugeaient nécessaire de mettre sur pied une zone de défense contre les Allemands. Il semblait important d'assurer le concours de la future Tchécoslovaquie, de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Bessarabie et de la Roumanie. Le décret gouvernemental français instituant une armée tchécoslovaque a été signé le 16 décembre 1917.¹³ Toutefois, toutes ces mesures ne signifiaient pas que le gouvernement français s'était irrévocablement engagé à soutenir l'anéantissement de la Monarchie et l'établissement de l'Etat tchèque.

En effet, la troisième période de la formation de la nouvelle politique française d'Europe centrale et orientale peut être caractérisée à la fois par l'incertitude et la cristallisation. En ce qui concerne la reconstruction de l'Etat polonais, les positions de la

¹¹ MAJOROS, *Az Osztrák–Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...* 426-429. Kalervo HOVI, *Cordon sanitaire or barrier de l'Est? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy 1917-1919*, Turku, Annales Universitatis Turkuensis tom. 135. 1975. 43. François FEJTO, *Requiem egy hajdan volt birodalomért. Ausztria–Magyarország szétrombolása* [Requiem pour une empire défunte. La destruction de l'Autriche-Hongrie], Budapest, Atlantisz, 1997. 345. Tomáš Garrigue MASARYK, *A világforradalom 1914–1918* [La révolution mondiale, 1914-1918], Budapest, Európa, 1990. 67. J.F.N. Bradley, *La Légation tchécoslovaque en Russie, 1914-1920*, Paris, 1965, 54-55.

¹² MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 296-297.

¹³ HOVI, op. cit. 72–73, 75. cité par Majoros, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 297-298. ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején, Helyünk és sorsunk a Duna-medencében*, op. cit. 27. Il cite Hovi, op. cit. 71-75; MARES, *Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon*, Cahier d'études hongroises (Sorbonne Nouvelle Paris III – CIEH, Balassi Kiadó, Institut Hongrois), 1994, n° 6, op. cit. 188.

France et de ses alliés étaient relativement constantes. Le 3 juin 1918, lors de la réunion du Conseil Suprême de la Guerre de Versailles, les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Italie ont souligné que le rétablissement de l'Etat polonais unifié et indépendant était une condition *sine qua non* d'une paix juste et durable. Le 28 septembre, le gouvernement français a transféré le commandement de l'armée polonaise au Comité National Polonais. Cela signifiait la reconnaissance de la future Pologne comme puissance belligérante alliée.¹⁴

La suppression de la Monarchie des Habsbourg a été un processus beaucoup plus compliqué et contradictoire, car les gouvernements américain et anglais, ainsi qu'une partie importante de l'élite politique française la considéraient comme un élément indispensable de l'équilibre européen. Trois événements ont confirmé la nouvelle conception: le 3 mars 1918, la Russie soviétique a conclu une paix séparée avec les Puissances Centrales, et est sortie de la guerre. Au début d'avril, les négociations secrètes en vue de signer une paix séparée avec la Monarchie ont été interrompues. Et enfin les 14-15 mai, à Spa, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont paraphé un traité relatif à une coopération économique très étroite laissant supposer une évolution vers une union douanière. Les plans de Mitteleuropa semblaient s'accomplir. L'alliée russe avait quitté la partie, l'unité des Puissances Centrales semblait se renforcer tandis que les troupes américains n'étaient pas encore arrivées en masse en France pour renforcer le front de l'Ouest. C'était évidemment une situation critique pour la sécurité du pays: en conséquence le gouvernement français s'efforçait d'engager toutes les réserves possibles, et notamment «*l'arme des nationalités*». Paris épaulait résolument le congrès «*des peuples opprimés*» de la Monarchie qui a eu lieu les 8-10 avril 1918 à Rome. En mai, le Président du Conseil français a déclaré nécessaire la destruction de l'Autriche-Hongrie. L'amélioration renouvelée de la position de l'émigration tchèque était toujours en étroite relation avec les facteurs militaires. L'Entente a donné mission à la légion tchèque de Russie, 50 à 70 000 hommes, relativement bien organisée et armée, de concentrer autour d'elle les forces antibolcheviques et de mettre sur pied le front de l'Est contre les Allemands. On souhaitait ainsi empêcher les Allemands de transporter d'importantes unités au front de l'Ouest et d'accaparer les matières premières russes. En conséquence, le 29 juin 1918, le gouvernement français a reconnu le Conseil National Tchécoslovaque comme gouvernement *de facto*. Le 15 octobre, le Gouvernement Provisoire Tchécoslovaque a été également officiellement accepté. En octobre, au moment de la décomposition de la Monarchie, l'Entente n'a pas essayé d'entraver le processus, car on estimait que l'Autriche-Hongrie, alliée de guerre de l'Allemagne, ne pourrait plus contribuer à l'équilibre européen.¹⁵

¹⁴ MAJOROS, *A lengyel kérdés az első világháború idején a francia külpolitikában, A Kárpát-medence vonzásában...*, op. cit. 298-299. Ghislain CASTELBAJAC, *La France et la question polonaise, 1914-1918, Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la première guerre mondiale (Pologne, Ukraine, Lithuanie)*, sous la direction de Georges-Henri SOUTOU, Paris, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995. 94-96. Michael JABARA, *Revolution and Intervention. The French Government and the Russian Civil War 1917-1919*, Kingston and Montreal, McGill-Queen's University Press, 84-86. MAJOROS, *Párizs és Oroszország (1917-1919)* [Paris et la Russie], Szekszárd, IPF-Könyvek, 1999. 96-98, 184-185.

¹⁵ ROMSICS, *Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején, Helyünk és sorsunk a Duna-medencében*, op. cit. 27-28. MAJOROS, *Az Osztrák-Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...* op. cit. 429-432. Touchant les rapports français de la question de Mitteleuropa voir MAJOROS, *Párizs és a német Mitteleuropa-terv az első világháború végén* [Paris et le plan allemand Mitteleuropa à la fin de la première guerre mondiale], *Életünk Kelet-Európa. Tanulmányok Niederhauser Emil 80. születésnapjára* [Notre vie Europe orientale. Mélanges pour le 80^e anniversaire d'Emil Niederhauser], sous la direction de Tamás KRAUSZ et Gyula SZVAK, Budapest, Pannonica, 2003. 131-135. ÁDAM, *A Kisantant*, op. cit. 18-19. Cf. Jean-Baptiste DUROSELLE, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988. 812-813. Sur l'histoire de la légion tchèque de Russie voir MAJOROS, *Párizs és Oroszország, 1917-1919...*, op. cit. 104-109 et du même auteur, *A Csehszlovák légió*,

La réorientation de la politique française envers l'Europe du Centre-Est a été définie pour environ deux décades en octobre-novembre 1918, quatrième étape. Les territoires tchèques sont devenus stratégiquement importants avant la fin de la guerre, car ils pouvaient servir de base pour bombarder l'Allemagne si elle n'avait pas signé la trêve. En automne 1918, on estimait au Quai d'Orsay que notre région était particulièrement avantageuse en vue de l'établissement de l'influence française; et ces peuples attribuaient la victoire à la France.¹⁶ En soutenant ses nouveaux alliés, la politique étrangère française s'efforçait ensuite de consolider le nouvel ordre né à la fin de la première guerre mondiale par les traités de paix. Malgré le fait que l'échec de cette nouvelle conception s'est révélé à partir du milieu des années 1920, et plus clairement dans les années 1930, on peut déceler quelques traces de sa survie même après l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale de 1989-1990.

Párizs és az orosz polgárháború [La légion tchécoslovaque, Paris et la guerre civile russe], *Múltunk* [Notre passé], 1990, n° 4, 81-94.

¹⁶ MAJOROS, *Az Osztrák-Magyar Monarchia felbomlása és a francia törekvések a dunai régióban, Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...* op. cit. 432-433. Jean-Luc BARRE, *Le Seigneur-Chat. Philippe Berthelot 1866-1934*, Paris, Plon, 1988. 330. *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates 1918-1932*, volume I. octobre 1918 – août 1919. Rédacteur en chef de la série: Magda ÁDAM. Documents recueillis par Magda ÁDAM, György LITVAN, Mária ORMOS. La préparation de ce volume fut établie en collaboration avec Zoltán DERCZE, Katalin LITVAN et István MAJOROS, sous la direction de Magda ÁDAM, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993. Doc. 20, Procès-verbal de la conversation tenue chez le colonel House avec la participation de MM. Clemenceau, Lloyd George, Orlando, Beneš, le maréchal Foch, le général Wilson et le colonel House, Paris, le 2 novembre 1918. doc. 30, Note sur la politique française en Autriche-Hongrie; Mária Ormos, *Padovától Trianonig, 1918-1920* [De Padua à Trianon, 1918-1920], Budapest, 1983. 68-69. *Francia diplomáciai iratok a Kárpát-medence történetéről 1918-1919* [Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates], sous la direction de Magda ÁDAM et Mária ORMOS, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1999, Doc. 6.

L'Europe centrale et les grandes puissances 1848-1850

À l'issue de l'époque napoléonienne, la nouvelle Europe fut construite en 1814-1815 par le congrès des grandes puissances tenu dans la capitale de la Monarchie des Habsbourg, à Vienne. Dans cette formation l'Europe centrale a joué un rôle important, comme un des piliers de la nouvelle balance entre les vainqueurs et la France vaincue. Pour comprendre cette tâche de la région il faut tracer en grandes lignes la Mitteleuropa de Metternich.

Tout d'abord c'est l'Allemagne, ensemble avec la monarchie des Habsbourg, qui était au centre de ses idées. Pourquoi? Parce qu'avant le congrès plusieurs projets se profilaient sur l'avenir du pays des Allemands. Une partie des conceptions voulait d'abord rétablir, puis moderniser l'empire romain-germanique disparu en 1806, pour pouvoir contrebalancer et repousser ou éliminer l'idée dite égoïste de l'État-nation qui a bouleversé l'Europe pendant l'époque de la révolution française et de Napoléon. L'autre partie des projets aspiraient à transformer l'Allemagne en État-nation moderne et centralisé, parce que cette formation d'État, selon Hegel, philosophe allemand, a déjà prouvé sa supériorité sur les empires, sur les dynasties à l'époque précédente. Toutes ces conceptions suggèrent donc qu'on peut guérir la suprématie, l'universalisme à la française, par d'autres sortes d'universalismes. Le chancelier autrichien ne partageait pas cette sorte de vue et était contre ces conceptions, parce qu'il était fermement convaincu qu'après l'échec des tentatives de Napoléon aucun des vainqueurs n'accepterait ni l'idée de l'empire à la française, ni celle de l'État-nation centralisé pour l'Europe centrale dans la nouvelle Europe. Qu'est-ce qu'on pouvait faire alors pour que cette région devînt un des piliers de l'équilibre des puissances? Metternich était d'avis que la prépondérance des Habsbourg était acceptable par les autres si l'Autriche ne commettait pas les fautes mentionnées ci-dessus. C'est pour cela qu'il a proposé en 1814 aux grandes puissances d'accepter un système d'alliance vague en Allemagne et de laisser l'Italie en état de démembrement. Avec la mise en place de la Confédération germanique (Deutscher Bund) le 10 juin 1815 – officiellement antidaté au 8 juin – on a rebâti l'espace allemande selon les principes de Metternich et de cette façon on a assuré le rôle dirigeant de l'Autriche dans l'Europe centrale. Le chancelier a même ajouté à cela qu'il n'y avait pas d'autres solutions pour assurer une Europe stable et pacifique que de s'appuyer sur les États historiques et dynastiques en Europe centrale, parce que partout dans cette région le nationalisme était assez faible. A mon avis, Metternich avait tout à fait raison. Et les années à venir jusqu'en 1848 ont prouvé la vérité du chancelier, parce qu'il n'était pas difficile de traiter ces mouvements nationaux et révolutionnaires, ni dans les années 1820, ni dans les années 1830. En effet, c'était seulement une partie de la société de cette région qui était influencée par ces idées et mouvements. Par ailleurs, ses buts étaient assez menaçants pour le nouvel ordre européen par le remise en cause de l'équilibre de 1815.

En 1848 il semblait que cette menace deviendrait une réalité, puisque les révolutions éclatées visaient à redessiner la carte de l'Europe et tout d'abord celle de l'Europe centrale. L'année folle a débuté en Italie, où Palerme s'est insurgé en janvier, ensuite vint Paris en février, ce qui a rendu critique la situation en Europe, puisque ce furent seulement le Royaume-Uni, la Belgique, la Russie et l'Espagne qui ont échappé à la contagion révolutionnaire. Et par cette réaction en chaîne des révolutions la situation est devenue dangereuse, parce qu'il semblait d'abord que ce mal serait sans remède. „*Tout est fini!*” – disait Metternich à la nouvelle de la chute de Louis Philippe. Et les événements parisiens

ont vraiment joué un rôle déterminant pour le sort des autres révolutions: d'une part parce que la capitale française a préoccupé l'attention et la force militaire des autres grandes puissances, ce qui a donné une opportunité aux révolutions en Europe centrale de se développer; d'autre part on pensait pouvoir compter sur un appui militaire, financier ou diplomatique de la France. Et il ne faut pas oublier, que Paris était la capitale des exilés, surtout à partir de l'année 1830. Les représentants italiens, russes, polonais, valaques de l'*Jeune Europe* par exemple trouvaient refuge ici. Après la chute de l'insurrection de Varsovie en 1830-1831, la plus grande partie des émigrés polonais est arrivée dans la capitale française où le prince Czartoryski a construit un centre politique à l'Hôtel Lambert et un réseau diplomatique dont les renseignements concernant l'Europe centrale, orientale et balkanique étaient bien utiles même pour la diplomatie française et britannique. Et à partir des années trente et surtout en 1848-1849, ce centre de l'Hôtel Lambert était bien important et dangereux pour le système viennois, parce que c'est ici qu'on a forgé des projets pour la transformation de la monarchie des Habsbourg pour pouvoir reconstituer la Pologne partagée par les grandes puissances de l'Europe orientale.

Restons donc au début de l'année 1848: Metternich avait peur que le continent ne revint à 1791 et 1792, et les grandes puissances de l'Est s'apprêtaient à marcher contre les révolutions. Mais les 13, 15, puis 18 mars les révolutions l'emportèrent à Vienne, à Pest et à Berlin. Tout cela signifie que la Russie est resté seul contre les révolutions parce que la Prusse et l'Autriche en étaient bien frappées.

Si on regard les revendications de notre région, on peut constater qu'au début elles ne veulent que l'autonomie; donc les peuples insurgés voulaient rester dans le cadre des frontières établies au Congrès de Vienne. C'est ce qu'on peut voir par exemple à propos des Tchèques, qui ont demandé une autonomie pour la Bohême, la Moravie, la Silésie et la réunion de ces provinces, ensuite la reconnaissance du tchèque et son égalité avec l'allemand dans l'enseignement et l'administration. Les Hongrois voulaient d'abord rester eux aussi dans la monarchie des Habsbourg. Le but des Croates était de conserver leur autonomie par rapport à l'État hongrois, et ils ne voulaient pas se détacher de l'empire. Donc au début les revendications dans la monarchie des Habsbourg n'ont pas visé à dépasser les frontières de l'empire et au sens territorial elles ne mettaient pas en cause l'ordre établi à Vienne. Mais le *statu quo* a un sens politique aussi et si on regard la situation de ce point de vue, les revendications ont bien bouleversé le système de Vienne avec la revendication de la constitution, avec la liberté de la presse, des droits civiques, avec l'abolition de la corvée et des droits féodaux. Et ces revendications ont excédé largement le cadre que le protocole de Troppau signé en 1820, pouvait admettre sans une intervention politique, diplomatique ou militaire de la Sainte Alliance. Avec le commencement de la lutte des Hongrois pour leur indépendance ensuite à partir de l'automne, le caractère de la révolution a bien changé au sens territorial aussi, puisque la Hongrie voulait l'indépendance et c'est ce qu'on a proclamé en avril 1849. Avec ce changement un processus de désintégration a commencé dans la monarchie des Habsbourg, parce que l'indépendance hongroise menaçait de démembrer l'empire danubien. En Allemagne, c'est au contraire un processus d'intégration qui s'est produit, puisque le parlement de Francfort voulait réaliser l'unité du pays. Mais la forme de l'unité a divisé les délégués. Certains étaient favorables à une Petite-Allemagne dominée par la Prusse, d'autres voulaient une Grande-Allemagne avec l'Autriche à la tête. Cette dernière forme supposait à la fois de regrouper tous les Allemands dans cette unité et d'éclater l'empire autrichien, parce que les peuples non allemands n'y était pas compris. C'est pour cela que Schwarzenberg, chancelier et ministre des Affaires étrangères voulait réaliser une Grande Autriche, puisque dans ce cas les non-allemands auraient fait partie de cet empire eux aussi.

Il semblait donc que les révolutions transformaient bien l'espace et le système politique en Europe centrale. Mais cette région jouait un rôle important depuis des siècles dans l'équilibre des puissances, c'est pourquoi la réalisation de ces projets dépendait des grandes puissances aussi, ou autrement dit, la mise en pratique de ces conceptions dépendaient du rapport des forces entre les révolutions et les grandes puissances.

Le premier mai 1848 le Foreign Office a pris une position à propos des révolutions. Palmerston a parlé de l'importance de l'empire des Habsbourg au milieu de l'Europe, et selon lui le continent en avait besoin pour assurer l'équilibre entre la Russie et l'Occident. Pour pouvoir bien remplir cette tâche, Palmerston était fermement convaincu que l'empire devait se débarrasser de ses provinces en Italie, Lombardie et Venise, parce qu'autrement Vienne risquait un conflit avec la France. Londres a commencé des pourparlers sur les deux provinces avec le représentant de la diplomatie de Vienne, mais après les succès militaires de l'Autriche à Custoza contre les troupes piémontaises les rapports de force ont bien changé en Italie, et on pensait à Vienne pouvoir résoudre la question des révolutions de l'empire par des moyens militaires. Malgré cela la position de Londres n'a pas changé à propos de l'importance de l'Autriche. Et dans la deuxième moitié de l'année il semblait vraiment qu'on pouvait stabiliser la situation de l'empire par des moyens militaires, parce que d'une part il ne restait que la lutte des Hongrois pour leur indépendance et la révolution à Venise, d'autre part on pouvait compter sur l'appui militaire de la Russie. Cet appui était basé non seulement sur la solidarité dynastique, mais aussi sur un traité conclu à Berlin en 1833 entre les trois puissances de l'Est. L'appui militaire n'était pas donné automatiquement, mais l'un des contractants devait le demander à une autre puissance disposant d'une force militaire suffisante. Après les succès militaires de la Hongrie au printemps 1849, Vienne n'avait pas d'autre choix que de recourir à l'aide de la Russie, bien que cette demande fût assez délicate pour le nouvel empereur, François-Joseph. Les Russes sont arrivés enfin et on connaît bien la fin de cette histoire en août 1849. Mais restons encore en Hongrie et à l'intervention russe pour esquisser en bref les coulisses diplomatiques de ces événements. On connaît la position du Foreign Office à propos de l'Autriche, et cela n'a pas changé, bien que l'intervention russe ait causé un dilemme pour la diplomatie de Palmerston. L'indépendance de la Hongrie c'est le démembrement de l'empire avec la conséquence du renforcement de la position russe en Europe centrale, puisque les slaves de l'empire des Habsbourg peuvent être influencés par l'empire des tsars. Et si on remonte au temps du Congrès de Vienne il faut constater que les positions russes étaient devenues de plus en plus fortes dans la question d'Orient, donc dans les Balkans, dans une région d'importance stratégique pour Londres. Et si l'Europe centrale s'ajoute à cela cette situation est déjà bien dangereuse pour les intérêts anglais. Mais en cas d'intervention des Russes contre les Hongrois, l'empire d'Autriche est sauvé, et la position de la Russie ne sera pas si forte que dans le premier cas. De deux maux Palmerston a préféré le moindre, donc il a dit oui pour l'intervention russe, bien que sa sympathie fût pour les Hongrois. Les chances de la Hongrie pour trouver un appui à l'étranger n'étaient pas bonnes, puisque le pays n'était pas reconnu. On peut mentionner qu'à la mi-mai 1849 il y eut une réunion à Paris, à l'Hôtel Lambert, avec la participation de Czartoryski, de Teleki, représentant de Hongrie à Paris, de Rieger, le gendre de Palacky, l'historien tchèque: on y a parlé de l'avenir de l'Europe centrale, des rapports entre les Hongrois et les nationalités voisines. À cette entrevue une fédération de l'Est se profilait pour remplacer la monarchie des Habsbourg, mais ces projets étaient de beaux rêves qui se sont envolés en fumée. La diplomatie française a protesté contre l'intervention à Saint-Petersbourg, mais Nicolas I^{er} a riposté que si la France avait le droit d'intervenir à Rome, la Russie pouvait faire la même chose dans les principautés danubiennes, en Transylvanie et en Hongrie. Et puisque la

diplomatie du tsar avait reconnu la Seconde République française il ne devait plus y avoir de protestation de la part de Paris.

L'attitude des grandes puissances à propos de l'Allemagne fut similaire. La France était hésitante, prudente et réaliste. La nouvelle république avait besoin d'un allié, mais une Allemagne unie était déjà menaçante pour ses intérêts à long terme. Bastide, ministre des Affaires étrangères, n'a pas donné son appui aux essais d'intégration. Et l'attitude de Londres et de Saint-Petersbourg était la même. Quant à Berlin, on sait que le roi n'a pas accepté la couronne du Parlement de Francfort en mars 1849, donc la Prusse n'a pas accepté l'unité par la révolution, parce que c'est elle-même qui a essayé de la réaliser par la force en 1849 et 1850. Et ses efforts se heurtaient à l'opposition de Vienne et de Saint-Petersbourg. Et puisque la Prusse ne voulait pas risquer un conflit armé avec la Russie et l'Autriche, elle a accepté en 1850 le *statu quo ante*, donc la Confédération germanique.

Finalement on peut constater qu'après les révolutions en Europe centrale rien de nouveau, au moins au sens territorial, n'advint. Mais stratégiquement la position de la Russie était bien renforcée dans cette région et les pays d'Occident devaient attendre la belle occasion pour pouvoir repousser la Russie et ce fut ce qui arriva avec la guerre de Crimée.

Bibliographie

- APRILE, Sylvie-HUARD, Raymond – LÉVÊQUE, Pierre – MOLLIER, Jean-Yves: *La révolution de 1848 en France et en Europe*, Éditions sociales, Paris 1998.
- BERSTEIN, Serge-MILZA, Pierre: *Histoire du XIX^e siècle*, Hatier, Paris 1996.
- BOGDAN, Henry: *Histoire des pays de l'Est. Des origines à nos jours*, Perrin, Paris 1991.
- BOUILLON, Jacques-SOHN, Anne-Marie – BRUNEL, Françoise: *1848/1914*. Histoire, Bordas, Paris 1978.
- BREUNIG, Charles: *The Age of Revolution and Reaction 1789-1850*, W.W. Norton and Company, New York-London, 1977.
- DIÓSZEGI István: *A hatalmi politika másfél évszázada, 1789 - 1939*, Historia, Budapest 1994
- GIRAULT, René: *Peuples et nations d'Europe au XIX^e siècle*, Hachette, Paris 1996.
- KOSÁRY Domokos: *Magyarország és a nemzetközi politika 1848-1849-ben*, História, Budapest 1999.
- Le prince Metternich et lord Palmerston. Les débuts de la rivalité anglo-russe dans l'Europe centrale*. Correspondance du gouvernement de Vienne avec l'ambassade de Londres, ayant trait à la révolution en France et en Italie, 26 février - 18 mars 1848. Documents tirés des archives de Vienne et publiés par dr HORVÁTH Eugène, Éditions de la Revue de Hongrie, Budapest 1926.
- ORMOS Mária-MAJOROS István: *Európa a nemzetközi küzdőtéren. Felemelkedés és hanyatlás, 1814-1945*, Osiris, Budapest 1998.
- RENOUVIN, Pierre: *Histoires des Relations internationales*. Tome V. *Le XIX^e siècle. De 1815 à 1871. L'Europe des nationalités et l'éveil de nouveaux mondes*, Hachette, Paris 1954.
- ROTH, François: *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Armand Colin, Paris 1996.

*La Roumanie dans les plans d'intégration européenne des années vingt:
entre intérêt national et émergence d'une conscience européenne¹*

La Grande Roumanie est le résultat du remodelage de l'espace entre Allemagne et Russie auquel s'est résigné l'Entente à l'issue de la sortie des combats de la Russie bolchevique, de l'échec des pourparlers d'une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie et des Quatorze Points de Wilson. Leur état d'épuisement, d'ignorance des enjeux locaux et d'illusions sur la capacité des nouveaux pays à s'entendre ont conduit les puissances victorieuses à laisser une assez large marge de manœuvre aux petits vainqueurs à la fin de 1918 et en 1919. Mais au cours du premier semestre de 1920, plusieurs facteurs ont ramené sur le haut de la pile des dossiers de la zone la question d'une meilleure coordination de cet ensemble extrêmement divisé. Le plus important fut certainement d'ordre militaro-politique, lorsque la Roumanie prouva son incapacité à appuyer seule la Pologne attaquée par l'Armée Rouge: la question de la solidité et de la solidarité mutuelle des petits «vainqueurs» centre-européens se posa de manière crue, ainsi que la réintégration de certains vaincus dans un système dominé par l'Entente. Dès lors, le débat sur l'unification selon diverses modalités -confédération à dominante diplomatique et militaire comme la Petite Entente, union douanière à dimension économique comme le plan Tardieu- et à plusieurs échelles - sous-régionale, régionale ou continentale - de ces pays est revenu à chaque difficulté de la diplomatie traditionnelle ou des évolutions entre grandes puissances européennes - notamment de leurs rapprochements qui rendaient caducs l'appel aux petits alliés anti-allemands ou anti-soviétiques, donc leur protection par les grands vainqueurs.

Or la Grande Roumanie avait un besoin impérieux non seulement de sécurité, mais de protection de la part des puissances en raison de la multiplicité de ses annexions. Elle souhaitait essentiellement l'immobilité des rapports de force continentaux pour maintenir le statu quo territorial. Dans cette configuration, la Roumanie a souvent ressenti les projets d'intégration européenne au mieux comme des réactions nécessaires pour sauvegarder sa sécurité, au pire comme des tentatives de réviser à terme des frontières dont on dénonçait la gêne pour la viabilité de la zone. Si le contexte et la puissance initiatrice du projet avaient une grande importance dans l'accueil réservé par Bucarest, le pays partageait avec d'autres voisins certains freins structurels qui l'empêchaient de resserrer ses liens avec eux ou avec les autres États européens.

Nous passerons d'abord en revue les principales tentatives d'intégration auxquelles la Roumanie fut conviée, puis nous dégagerons, dans une sorte de conclusion étoffée, ces freins qui réduisaient sa marge de tolérance envers elles. Au passage, il faut faire un sort à une historiographie nationaliste roumaine, qui prétend que la Roumanie fut en pointe des intégrations européennes, alors que les systèmes auxquelles elle s'intégra reposaient essentiellement sur des alliances militaires multilatérales.

¹ Cet article reprend certains développements de ma thèse concernant les tentatives d'intégration continentales ou sub-continentales auxquelles la Roumanie a participé ou sur lesquelles elle a été amenée à réagir (voir, pour plus de détails, SANDU, Traian, *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale, l'exemple roumain, 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 1999, 495 pp.

Principaux projets d'intégration

Petite Entente élargie de Take Ionescu ou «confédération danubienne» française? Le dilemme de 1920

La situation particulière de la Roumanie, au croisement des préoccupations défensives de la France à l'égard de la Russie et de la vigilance face aux vaincus centre-européens, pouvait intéresser le Quai d'Orsay. Certes, l'alliance qui s'esquissait entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie depuis décembre 1919 contre la Hongrie et la Bulgarie intéressait peu la France, soucieuse de soustraire ces pays à l'influence des Puissances révisionnistes -en fait de préserver la Hongrie de la mainmise allemande.² Mais le projet du conservateur Take Ionescu, qui se trouva à la tête de la diplomatie roumaine entre juin 1920 et décembre 1921, consistant à faire entrer la Pologne et la Grèce dans l'alliance défensive anti-hongroise, pouvait séduire indirectement Paris par le rapprochement polono-tchécoslovaque qu'il impliquait. Ainsi, toute crise comme celle de l'été 1920 eût été conjurée, puisque la Pologne n'eût plus été isolée en cas d'attaque russe non provoquée; surtout, le Quai d'Orsay pouvait espérer que l'intégration de Varsovie et de Prague dans un même système eut abouti, à terme, à une coopération contre l'Allemagne; enfin, l'entrée de la Grèce assurait le contrôle de Salonique, principal port de débarquement de matériel français à l'intention de l'Europe centrale par la voie ferrée stratégique qui menait à Lemberg par la Yougoslavie, la Transylvanie -qui avait été attribuée largement dans ce but à la Roumanie- et, si nécessaire, la Tchécoslovaquie. Quant à la Roumanie, elle y aurait gagné l'adhésion de la France à un système qui couvrirait toutes ses frontières nouvelles face aux Hongrois, aux Bulgares et aux Russes. La problématique principale des relations de sécurité franco-roumaines entre l'été 1920 et la fin de 1921 consista donc en un marchandage implicite : la France se rallierait à la Petite Entente anti-hongroise si Ionescu était capable d'y intégrer la Pologne et la Grèce. Y parviendrait-il face aux réticences de ses partenaires tchécoslovaque et yougoslave? La suite des événements a prouvé la division durable des bénéficiaires centre-européens des traités face aux dynamiques internes de leurs intérêts, mais aussi aux pressions externes des puissances intéressées à la zone.

Locarno oriental: une symétrie en trompe-l'œil avec l'Europe occidentale

A la suite de l'entente régionale des puissances occidentales autour de la sécurité rhénane, Benès et Chamberlain espéraient que les États à l'Est de l'Allemagne s'entendraient également sur les principes locarniens,³ sans pourtant désigner la Puissance garante d'éventuels arrangements. L'optimisme de Benès envers Locarno passait donc par l'espoir d'une initiative occidentale en matière de sécurité centre-européenne. Mais Prague n'était pas soutenue par Belgrade.⁴

Deux raisons s'opposaient à un soutien français au projet de Locarno oriental. Du point de vue diplomatique, le modèle locarnien ne pouvait pas être appliqué, puisque les vaincus

² Télégramme de Millerand à Varsovie (n°1413-1415) et à Athènes (n°540-542) du 24 août 1920, Archives du ministère des Affaires étrangères, série Z Europe, sous-série Tchécoslovaquie, volume 65, folio 41 (plus loin : Tél. n°1413-1415 et 540-542 de Millerand à Varsovie et à Athènes du 24 août 1920, Z Tchécoslovaquie 65, f.41); publié dans les *DDF, 1920*, n°392 et par Traian SANDU dans *La Grande Roumanie alliée de la France, une péripétie diplomatique des Années Folles?*, doc. n°34.

³ BURGWIN, James H., *Il Revisionismo fascista. La sfida di Mussolini alle grandi potenze nei Balcani e sul Danubio, 1925-1933*, Milan, Feltrinelli, 1979.

⁴ Tél. de Kennard, ministre britannique à Belgrade, au Foreign Office du 22 oct. 1925, Z Tchécoslovaquie 43, f. 9.

de cette zone n'avaient pas renoncé à la révision des frontières. Sur le plan militaire, le projet compromettait le reste de l'influence française dans la zone, puisqu'il faisait suite au projet anglais de juin 1925 consistant à mettre l'Italie à la tête des Balkans après le repli français. Berthelot, réticent en juin, contrairement à Briand, acheva de saboter le projet au début de novembre; Chamberlain dut reculer.⁵

Quant à Prague et à Belgrade, elles décidèrent qu'intégrer la Hongrie à un Locarno oriental risquait de lui offrir une autre tribune à ses discours révisionnistes.⁶ Benès refusait de voir l'Italie patronner le pacte avec la Hongrie: ce patronage devait revenir à la Petite Entente, quitte à l'étayer par la „garantie morale” des trois Puissances occidentales.⁷ Duca fut sceptique quant à la volonté de Mussolini de jouer les garants du statu quo; pour des raisons inverses, Budapest exprima sa réticence à discuter ce projet, que Mussolini accueillit froidement.⁸ Il préféra sa politique solitaire en Europe centrale, de peur que la France, qu'il jugeait à juste titre affaiblie dans la zone après Locarno, ne profitât du dynamisme de l'Italie, qu'il surestimait.⁹

Chamberlain continua toutefois ses efforts, afin de pacifier l'Europe centrale, qui restait une épine dans les relations des Puissances occidentales. Il fit pression sur la Hongrie pour se rapprocher de ses voisins.¹⁰ Paris et Londres n'envisageaient d'ailleurs pas un pacte sur le modèle de Locarno, qui les aurait obligées de jouer le rôle de garants; ainsi, le cas roumain fut évoqué en termes négatifs, en raison de „la question de Bessarabie, un casus belli pendant au-dessus de lui”.¹¹ La tactique soviétique de la pression bessarabe fonctionnait: elle réussit à impressionner défavorablement l'Angleterre dans ses tentatives de Locarno oriental, ainsi que la France, pour qui la Bessarabie restait l'obstacle au traité bilatéral avec Bucarest.

L'affaire bessarabe resta donc un puissant levier de blocage diplomatique entre les mains de Moscou durant toutes les autres négociations de l'entre-deux-guerres.

Le protocole Litvinov

Ainsi, l'application anticipée du pacte Briand-Kellogg de Paris sur la mise „hors-la-loi” de la guerre d'août 1928 par les pays circum-russiens -entourant la Russie- se heurta à cet obstacle. Après de multiples palabres, Moscou accepta au début de février 1929 la formule roumaine sur l'état de paix entre URSS et Roumanie, présupposant l'absence de tension militaire autour de la Bessarabie.¹² Le gouvernement roumain n'entendait troquer la reconnaissance de jure de l'URSS que contre la reconnaissance de jure de la Bessarabie roumaine.¹³ Litvinov s'était montré accommodant parce qu'il était, pour des raisons personnelles de situation au sein de l'appareil politique, pressé de signer.¹⁴ Toutefois, l'agence Tass publia une note de source autorisée qui précisait que „l'absence d'un tel état de guerre et la signature du pacte de renonciation à la guerre ne présum[ai]ent en aucune manière l'acceptation par l'U.R.S.S. de la solution qui a[vait] été donnée à la question de Bessarabie à l'aide des baïonnettes roumaines en 1918 et de la bénédiction parisienne de 1920”.¹⁵

⁵ CAMPUS, Eliza, *Intelegerea balcanica*, p.26-27.

⁶ BURGWYN, op. cit., p.74.

⁷ CAMPUS, *Mica Intelegere* (La Petite Entente), Bucarest, Ed. Stiintifica, 1968, rééd. 1997, p.91.

⁸ BURGWYN, op. cit., p.73-75.

⁹ *ibid.*, p.75-76.

¹⁰ Tél. n°751 de Fleuriau du 4 décembre 1925, *ibid.*, f.25-26.

¹¹ Tél. n°753 du même du 4 décembre 1925, *ibid.*, f.27-28.

¹² Tél. n°57 de Puaux du 5 février 1929, *Z Russie* 312, f.147.

¹³ Tél. n°58 du même au même du 7 février 1929, *Z Roumanie* 57, f.96.

¹⁴ Tél. n°110-111 d'Herbette du 6 février 1929, *Z Russie* 312, f.158-159.

¹⁵ Tél. n°112-113 du même au même du 7 février 1929, *ibid.*, f.163-164.

Le texte du protocole comportait, certes, la clause de ratification du traité de Paris, mais plusieurs stipulations l'en rendaient autonome et lui donnaient une dimension de pacte de non-agression à géométrie variable et immédiatement valable.¹⁶ Moscou tenait à faciliter la procédure de ratification pour acquérir la tranquillité extérieure afin de mener ses transformations intérieures par la terreur: Litvinov apparaissait ainsi comme un adjuvant „occidentophile” et ouvert de la stratégie isolationniste de Staline.¹⁷ Cette tactique ne s'accompagnait d'ailleurs pas d'une concession sur les principes : son discours lors de la signature du protocole rappela que „la garantie la plus sérieuse de paix [était] le désarmement” et que „d'anciens et sérieux litiges n'[avaient] pas été réglés ... par le présent protocole”.¹⁸ Moscou ne s'était certes pas ralliée au statu quo, mais Litvinov ne refusa pas, du moins pour la forme, la poursuite de discussions bilatérales avec les Roumains: l'exigence d'un plébiscite en Bessarabie rendait néanmoins ses ouvertures plus qu'aléatoires.¹⁹ La rencontre de Moscou inaugurerait néanmoins une nouvelle étape dans les relations compliquées entre Soviétiques, Polonais et Roumains: Paris n'y était pas hostile.

A la fin du mois de février les derniers remous créés par le texte signé à Moscou s'estompèrent. Il constituait pour Paris un pas vers la détente dans la zone, destiné à priver l'Allemagne du partenaire révisionniste à l'est; la diplomatie française devait seulement surveiller que cette évolution n'ouvrit pas à l'Allemagne la voie de Bucarest. Or au moment où Mironescu s'occupait de la négociation du protocole, Maniu tenta d'obtenir du Quai d'Orsay une approbation à l'autre volet de la politique étrangère roumaine, qui concernait son projet d'union douanière centre-européenne: il devait priver l'Allemagne des leviers autrichien et hongrois au cas où elle aurait voulu promouvoir le révisionnisme par l'utilisation du thème des minorités.

Plan Maniu du début de 1929

Le plan du président du Conseil roumain Iuliu Maniu d'établir des tarifs préférentiels entre six pays centre-européens -la Roumanie, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Yougoslavie- afin de les protéger de leurs concurrents exportateurs de céréales et de les soustraire à l'influence commerciale d'une Allemagne où Stresemann soulevait depuis peu le problème des minorités germaniques sur un ton qui laissait deviner des prolongements révisionnistes en matière territoriale, n'avait pas encore fait l'objet d'une étude approfondie jusqu'à mon article sur le sujet,²⁰ comme ce fut le cas pour les projets postérieurs au déclenchement de la Grande Crise.²¹ Son intérêt réside précisément dans la

¹⁶ Protocole signé à Moscou pour la mise en vigueur anticipée du pacte de Paris, *ibid.*, f.182-183.

¹⁷ HASLAM, Jonathan, *Soviet foreign Policy, 1930-1933, the impact of the depression*, Londres, 1983, p.11-15 et 19-20.

¹⁸ Dép. n°105 d'Herbette du 10 février 1929, *ibid.*, f.191-195; voir le texte de la déclaration de Litvinov dans EUDIN (Xenia J.) et SLUSSER (Robert M.), *Soviet foreign Policy, documents and materials, 1928-1934*, Hoover Institution Publications, 1965, volume I, doc. n°20, p.166-168.

¹⁹ Tél. n°128-130 de Herbette 10 février 1929, *Z Roumanie* 57, f.99-101. Voir aussi NANU, Frederic C., *Politica externa a României, 1919-1933* (La politique extérieure de la Roumanie, 1919-1933), Iasi, Institutul european, réédité en 1993, p.154.

²⁰ "Le plan Maniu de Confédération économique danubienne du premier semestre 1929", dans *Le Plan Tardieu*, actes du colloque tenu à Paris IV-Sorbonne les 6 et 7 novembre 1997, *Revue d'Europe centrale*, tome V, n°2, 2^e semestre 1997, p.41-49.

²¹ Pour ces derniers, nous possédons l'article de Jacques BARIETY : "Der Tardieu-Plan zur Sanierung des Donauraums (Februar-Mai 1932)", dans *Internationale Beziehungen in der Weltwirtschaftskrise, 1929-1933*, édités par Josef BECKER et Klaus HILDEBRAND, Munich, 1982; Jacques BARIETY a également dirigé le mémoire de maîtrise de Fabrice GAYMAY portant sur *Les Pays danubiens face à la crise économique mondiale (1930-1931)*, soutenu à Paris IV-Sorbonne en 1987.

similitude de son sort avec celui des autres projets du temps de crise, alors qu'il précède la chute la plus dramatique des prix des céréales et qu'il met en valeur d'autres facteurs que la compréhensible obsession socio-économique des années suivantes.

La réflexion de l'équipe entourant Maniu relevait d'un projet global et amplement „théorisé” par les économistes agrariens de tous les Etats centre-européens: le problème consistait à trouver une source de financement pour le développement économique -et plus particulièrement industriel- du pays à dominante agricole qu'était la Roumanie. Maniu, le chef du Parti national-paysan, largement et démocratiquement soutenu lors des élections législatives de décembre qui lui accordèrent 77,5% des suffrages, eut donc le loisir de développer son programme économique d'inspiration agrarienne. Celui-ci s'opposait au modèle de ses prédécesseurs nationaux-libéraux, qui avaient globalement échoué à faire décoller l'économie nationale en appliquant leur programme d'industrialisation autarcique et protégée, en raison de la faiblesse des capitaux autochtones et de la corruption qui régnait parmi la clientèle industrialo-financière de la famille Bratianu, qui dominait le Parti national-libéral depuis sa création au XIX^e siècle. Maniu, et plus précisément l'économiste du parti agrarien, Virgil Madgearu, devenu son ministre de l'Industrie et du Commerce, voulait donc enclencher un cercle vertueux où la baisse des tarifs douaniers et la stabilité de la monnaie eussent permis à l'économie roumaine de s'ouvrir aux capitaux étrangers afin de faciliter l'équipement et la modernisation de l'industrie nationale, cet endettement se trouvant facilement épongé grâce à l'essor de l'exportation de produits agricoles de plus en plus nombreux et de moins en moins coûteux à produire, en raison de l'industrialisation de l'agriculture.

Ce schéma idéal valait pour les temps de prospérité, de croissance de la consommation, des échanges et des prix; cette situation, qui n'existait déjà plus depuis des années, nécessitait de limiter l'ouverture douanière au bassin danubien, pour rendre sa cohérence commerciale et pour renforcer la capacité productrice de l'ancien espace habsbourgeois, à l'abri de la concurrence, puis de ne s'y exposer qu'une fois suffisamment armé.

Le plan Maniu comportait donc deux motivations politiques essentielles: l'une, négative, consistait à contre-battre l'Anschluss; son corollaire positif était de rapprocher vainqueurs et vaincus en Europe centrale, afin de désamorcer la question des minorités et, implicitement, celle de la révision territoriale. Ce projet correspondait parfaitement aux désirs et aux moyens de la diplomatie française: tant que, seul parmi les dirigeants de Grandes Puissances, Mussolini avait posé, entre 1925 et 1929, le problème de la modification brutale des frontières, Briand avait été simplement irrité; à partir de 1929, il put s'inquiéter lorsque son partenaire de Locarno, reprit à son compte le discours des mécontents. Mais entre les premières manifestations allemandes et les premiers bruits de la réaction française -le plan Briand, que l'on commença à évoquer vers juillet-, il y eut la place pour l'initiative de Maniu, la seule dont disposât la France à ce moment donné.

Le problème posé par ce plan fut aussi complexe que ceux posés par les autres plans de ce type par la suite: il s'agissait de convaincre la Grande-Bretagne et la Tchécoslovaquie de l'utilité d'une union douanière qui jouerait en bonne partie contre leurs intérêts économiques, mais qui introduirait discrètement l'Autriche et la Hongrie dans un système danubien globalement sous influence française, en essayant de faire passer l'opération auprès de Mussolini sous le signe de l'hostilité à l'Anschluss. La principale coupure chronologique, qui peut d'ailleurs structurer cette étude, fut le discours très dur de Stresemann en mars, à Genève, sur les minorités allemandes: la France se rallia immédiatement au plan Maniu, après une période plus circonspecte, et avant de mettre au point sa propre réplique.

Ce premier plan d'intégration danubienne sous égide française, mais d'initiative roumaine, a donc rapidement échoué devant l'opposition, d'ordre économique, des Britanniques et des Tchécoslovaques sur la question de la clause de la nation la plus

favorisée, ainsi que devant les coups politiques des Italiens et des Hongrois. Toutefois, il faut relever le caractère précurseur de cette tentative, qui parvenait à articuler des données internationales d'ordre économique -qui concernaient l'écoulement de la production des Etats agraires et leur industrialisation-, d'ordre politique -avec la réunification économique, puis politique, de l'espace danubien sur les bases du statu quo territorial, au bénéfice donc de l'influence de la Puissance garante de ces frontières, la France, en échange d'une politique plus souple envers les minorités- et d'ordre géo-stratégique -puisque le système d'amitiés centre-européennes de la France eût ainsi été étoffé sur son flanc occidental, où la voie ferrée de Salonique à Lvov se trouvait exposée au canon hongrois sur son tracé roumain, sans parler du coin austro-hongrois qui eût ainsi été enfoncé dans le couple révisionniste germano-italien.

Malheureusement, l'acuité de la crise brisa, par la suite, les deux leviers économiques des agrariens, soit l'abondance des capitaux étrangers et le bénéfice des exportations massives de céréales; cette occasion manquée ne se retrouva plus lors de la négociations du plan Tardieu en plein marasme international, car les trois hommes forts du gouvernement roumain de ce moment là -Iorga, Argetoianu et Maniu- donnèrent la préférence au traité économique bilatéral avec l'Allemagne, ce qui amplifiait le poids commercial déjà écrasant de cette puissance, qui obtenait ainsi les moyens d'équilibrer, à terme, l'intérêt politique que la Roumanie pouvait trouver au lien avec la France.

Le plan Briand

Pour préserver à la fois Locarno et l'équilibre centre-européen, Briand lança un projet d'union européenne²² qui engloberait l'Europe centre-orientale dans la zone de sécurité, de garantie territoriale et de prospérité qui caractérisaient le versant occidental du continent depuis 1925. La réaction de la Roumanie devait être logiquement favorable à cette initiative fondée sur le statu quo.

Les premiers échos roumains de l'idée de Briand datent du 23 juillet 1929 : il s'agissait d'un compte rendu du ministre à Vienne des réactions autrichiennes au plan.²³ Il comportait le gel des frontières, tout en atténuant les dysfonctionnements économiques et les querelles territoriales et ethniques -liés à l'éclatement de territoires cohérents- par l'introduction d'un certain degré d'unité d'intérêts, qui évacuerait les solutions violentes. En somme, ce que Maniu avait échoué à réaliser sur le plan danubien, Briand le reprenait à l'échelle de tout le continent. Devant Diamandi, Briand précisa son idée, en la liant de façon lâche au projet de MacDonald d'arbitrage obligatoire et de désarmement :

*„Des dires de M.Briand il ressort que son idée serait de resserrer le contact entre Etats européens dans toutes les questions importantes, à commencer par les questions économiques, et de créer un concert européen chaque fois que nécessaire. D'après les conceptions de M.Briand, ceci serait une façon de mettre en vigueur, au moins dans une application limitée à l'Europe, du Protocole de Genève dont l'application n'a pas réussi il y a quelques années. ... Laissant voir le but poursuivi, M.Briand a dit en terminant: nous devons défendre notre continent si nous ne voulons pas être avalés.”*²⁴

La proposition comportait néanmoins un aspect inquiétant pour la Roumanie, que Diamandi ne releva pas. Briand avait prononcé le terme de „concert européen”, qui

²² Voir *Le Plan Briand...* déjà cité, et notamment l'introduction éclairante de Jacques BARIETY, "Aristide Briand, les raisons d'un oubli", pp.1-13.

²³ Dép. n°2830 de Mitilieu du 23 juillet 1929, AMAER, fd. Dossiers spéciaux 192, f.183-184.

²⁴ Note s.d. de Mihail Arion, directeur politique des Affaires étrangères roumaines, *ibid.*, f.186.

évoquait plus le concert des Puissances du siècle passé, dictant au reste de l'Europe, qu'une assemblée de tous les Etats, dont les voix étaient égales en valeur, ainsi que la Société des Nations l'avait instauré au niveau mondial.

Malgré Carol, la diplomatie roumaine ne se dédit pas de son approbation du plan Briand, mais elle devait en approfondir l'étude. Titulescu en définit les étapes: „*Concernant le mémorandum Briand, je crois que l'on doit mettre en relief que la proposition est faite sur la base de la souveraineté et de l'intégrité territoriales actuelles; deuxièmement, l'on doit donner une réponse de principe affirmative aux suggestions françaises, et troisièmement, déclarer que notre point de vue détaillé sera communiqué ultérieurement.*”²⁵

Pourquoi les Roumains craignaient-ils que le plan ne comprît pas exactement la stabilité des frontières, alors qu'en septembre il avait éveillé la méfiance des anciens vaincus pour cette raison?²⁶ En fait, le mémorandum du 1^{er} mai 1930, apportait des précisions qui éveillèrent l'attention à Bucarest. Il insistait, contrairement au projet initial, sur la construction politique préalable à la solidarité économique, ce qui pouvait inquiéter: il prévoyait, outre une conférence européenne regroupant tous les Etats européens membres de la Société des Nations, un comité exécutif permanent, organe exécutif de l'Assemblée.²⁷ Les membres de ce comité forcément restreint et regroupant les Grandes Puissances européennes ne seraient-ils pas être tentés de régler les dissensions par des concessions aux anciens vaincus? Annoncé après Lugano et Madrid dans le sens d'une relative résistance au révisionnisme, le plan n'évoluerait-il pas vers la réconciliation avec les vaincus au prix d'une révision des Traités?

La conférence des chefs des diplomaties de la Petite Entente, qui eut lieu les 27 et 28 juin à Strbske Plesso, exprima des nuances similaires à l'égard du mémorandum: „*Les trois ministres des Affaires étrangères ont été d'accord pour souhaiter une "réalisation par étapes", par exemple pas de Comité permanent tout-de-suite, mais plutôt seulement une Conférence annuelle pour commencer.*”²⁸

La peur d'un Comité des Puissances qui dicterait se confirma, et l'accord sur l'unification et l'accélération du processus décisionnel de la Petite Entente²⁹ ressemblait à une réaction contre le projet Briand. La présidence tournante pouvait réunir une conférence exceptionnelle en cas de complications extérieures.³⁰ L'organisation se prémunissait ainsi contre d'éventuels dérapages des Grands.

Mironescu partit pour Paris le 9 juillet.³¹ Il devait présenter le nouveau ministre, Constantin Cesianu, et portait la réponse officielle au mémorandum de Briand pour une Union fédérale européenne datée du 9 juillet -également envoyée à Puaux.³² Elle approuvait le plan tout en formulant les réserves déjà aperçues: elle demandait l'intégration de la nouvelle structure dans le cadre de la Société des Nations, afin de conserver les garanties „*sur le respect des traités, sur l'intégrité territoriale des Etats, sur leur indépendance, leur souveraineté et leur égalité*”.³³ En outre, Bucarest préférerait, en raison de la crise, de voir

²⁵ Tél. de Titulescu à Mironescu du 21 juin 1930, *Documente diplomatice Nicolae Titulescu* (plus loin : DDNT), édités par G. MACOVESCU et alii, Bucarest, Ed. politica, 1967 ; doc. n°192, p.329.

²⁶ DUROSELLE, *Histoire diplomatique ...*, p.140.

²⁷ Ibid., p.140-141.

²⁸ Tél. n°209-213 de Charles-Roux du 30 juin 1930, Z Tchecoslovaquie 142, f.38-42.

²⁹ Tél. n°205 du même au même du 29 juin 1930, ibid., f.32-34.

³⁰ Tél. n°221-223 du même au même du 2 juillet 1930, ibid., f.49-51; voir le texte de l'accord annexé à la dépêche n°164 du même au même du 4 juillet, ibid., f.53-56.

³¹ Tél. n°350 de Dard du 7 juillet 1930, Z Roumanie 177, f.27^b.

³² Lettre d'envoi de Mironescu à Puaux du 9 juillet 1930, accompagnant la note du gouvernement roumain au gouvernement français du 8 juillet 1930, AMAER, fd. Dossiers spéciaux 201, f.147-150 ; voir SANDU, op. cit., doc. 101.

³³ Ibid..

„passer au premier plan les problèmes économiques;” le corollaire était qu’*„une entente politique très souple serait ... suffisante”*.³⁴ Aucune structure politique contraignante ne devait voir le jour avant que les petits Etats eussent assuré leur place au sein de ce nouveau concert européen, comme ils avaient en partie réussi à le faire à la Société des Nations. Briand et Mironescu décidèrent la publication de la note roumaine.³⁵

Lors de la séance du 8 septembre à Genève, Mironescu et Titulescu soutinrent Briand face à des Britanniques hostiles au lien fédéral. Arthur Henderson, le chef du Foreign Office, voulait approfondir l'étude des réponses des Etats par une commission d'experts, mais sans spécifier l'approbation de principe unanime du projet, ce qui pouvait faire craindre, à juste titre, son enterrement; Mironescu intervint pour défendre son idée-force de liaison entre Union européenne et Société des Nations.³⁶ Sentant son irritation, Zaleski et Titulescu lui demandèrent lecture de son propre projet de résolution, l'assurant à l'avance de l'appui unanime, y compris de celui d'Henderson : Briand se conforma et il ressortit de son texte que, outre l'approbation unanime au projet, il y avait aussi unanimité sur le désir de travailler au sein de la Société des Nations, ce à quoi Henderson et les autres délégués se rallièrent.³⁷

En somme, aucun délégué ne voulait déplaire à la France ou contrer un projet de rapprochement continental, avec ses obligations inhérentes, auxquelles les Anglais n'étaient pas prêts à souscrire. Mais peu de petits Etats voulaient donner un blanc-seing aux Grands et se dessaisir de la tribune qu'offrait la Société des Nations; le vote à l'unanimité y fonctionnait pour les questions épineuses, et notamment pour les modifications des règlements de l'après-guerre. Briand n'évita d'ailleurs pas cette exigence qui pouvait, selon les circonstances, ne pas être un handicap pour la diplomatie française. S'y superposa le désir tout aussi classique de ne pas avoir à choisir entre Paris et Londres.

L'Anschluss économique : Bucarest entre Mitteleuropa et projet français d'assainissement

Le 14 mars, Curtius et Schober, les chefs des diplomaties allemande et autrichienne, signèrent à Vienne un projet sur *„l'assimilation des conditions douanières et politico-commerciales entre l'Allemagne et l'Autriche”*.³⁸ Ce projet, dont l'annonce, le 21 mars, conclut de façon surprenante la conférence économique des Etats centre-européens, était ouvert à ces derniers.³⁹ La France engagea immédiatement une action hostile et entreprit d'y rallier la Petite Entente: *„M.Marinkovic fait dire à M.Benès ... de s'assurer que les délégués roumains, actuellement à Vienne pour négocier une convention commerciale, ne se sont pas laissés entraîner à écouter des offres de régime préférentiel de la part de l'Autriche ou de l'Allemagne. M.Mironesco répond à M.Benès qu'avant même d'avoir reçu ses propositions, il avait donné à la presse un communiqué indiquant que la Roumanie n'adhérerait pas à l'union douanière austro-allemande.”*⁴⁰

Mironescu prétendit même qu'il avait refusé, depuis deux mois, les offres de traité préférentiel avec l'Allemagne, ce qui pouvait être mis en doute. Berlin et Vienne avaient

³⁴Ibid.

³⁵Tél. n°1 de Mironescu à Bucarest du 11 juillet 1930, AMAER, fd. France 65, f.50.

³⁶Tél. n°11 de Mironescu à Maniu du 8 septembre 1930, AMAER, fd. Dossiers spéciaux 202, f.117-121.

³⁷Ibid.

³⁸Ibid.

³⁹NANU, op. cit., p.143.

⁴⁰ Tél. n°74-77 de Charles-Roux du 24 mars 1931, Z Tchécoslovaquie 142, f.84-87: voir SANDU, op. cit., doc. n°102; au sujet des faveurs d'une intégration de la Roumanie et de la Yougoslavie à l'union douanière austro-allemande, voir aussi NANU, op. cit., p.137.

pris appui sur les mêmes décisions de la Société des Nations dont s'était servi en son temps Maniu pour son plan anti-Anschluss, pour justifier leur union, fondée sur des liens géographiques et linguistiques. Le Quai d'Orsay ne pouvait plus se permettre, dans l'immédiat, de promouvoir l'intégration économique de la Petite Entente alors qu'il allait tenter de défaire l'Anschluss, étayé par les mêmes arguments.

En attendant la contre-offensive française de Genève en mai, le Quai d'Orsay s'efforça de contrer l'Anschluss dans le sens des souhaits de Bucarest, de Budapest et de Belgrade, en pressant Prague pour faire cesser sa guerre douanière avec la Hongrie et pour ouvrir son marché aux produits agricoles des autres pays danubiens.⁴¹ Les Hongrois et les Roumains interrompirent alors leurs négociations avec les Autrichiens : le ministre français à Vienne demanda à Paris d'accélérer „l'élaboration d'une contre-proposition d'organisation économique générale à opposer au projet austro-allemand;” ses chances étaient diminuées par les rumeurs selon lesquelles les juristes anglais auraient estimé que l'Anschluss correspondait aux stipulations de la Société des Nations,⁴² ce qui était vrai. Rome avait également adopté une attitude attentiste et ambiguë à l'égard de l'Anschluss économique, s'alignant ainsi sur Londres et laissant la France prendre la tête de la campagne anti-Anschluss.⁴³ Elle se dit inquiète des suites de cet accord, non parce que l'Allemagne en profitait, mais parce que les Etats danubiens reprenaient leurs projets d'intégration en dehors de toute influence italienne.

La conférence de la Petite Entente, qui se tenait en Roumanie à partir du 3 mai, eut ces questions d'intégration pour sujet principal. Ghica y était encadré par les ministres des Finances et de l'Industrie et du Commerce, respectivement Constantin Argetoianu, l'homme fort du gouvernement, et Mihail Manoilescu,⁴⁴ ces politiciens proches du roi tenaient à éviter une dérive anti-allemande du diplomate francophile Ghica. Carol devait rencontrer Alexandre de Yougoslavie dans le Banat au même moment,⁴⁵ ce qui représentait un signe de sa diplomatie parallèle, mais ce qui pouvait rassurer le voisin yougoslave.⁴⁶

A la veille de la conférence, Titulescu expédia un télégramme sur la position de la France dans la question de l'Anschluss économique: elle s'y opposait, mais était prête à proposer un plan constructif pour soulager les difficultés que l'Allemagne et l'Autriche avaient invoqué à l'appui de leur union, soit l'écoulement des céréales et l'absence de capitaux; la France approuvait la mise en place d'un régime préférentiel pour les Etats agricoles, mais sans contre-partie d'achat dans les pays importateurs de céréales, pour éviter de créer des flux privilégiés entre les pays danubiens et les Etats industriels comme l'Allemagne; la France était prête à aider financièrement les Etats agricoles, y compris à court terme, en collaboration avec la Grande-Bretagne.⁴⁷ L'annonce de ce „plan constructif” sous égide française comportait tous les paramètres destinés à rassurer les capitales centre-européennes pour leur relèvement économique.

⁴¹ Tél. n°147-149 de Charles-Roux du 11 avril 1931, Z Tchécoslovaquie 142, f.100-102.

⁴² Tél. n°109-111 de Clauzel du 11 avril 1931, *ibid.*, f.104-106.

⁴³ BURGWYN, *op. cit.*, p.217; pour la modération et les hésitations de la position britannique, voir CARMI, Ozer, *La Grande-Bretagne et la Petite Entente*, Genève, Droz, 1972, p.167-173.

⁴⁴ Tél. n°168 de Puaux du 1^{er} mai 1931, Z Tchécoslovaquie 142, f.124.

⁴⁵ Tél. n°169 du même au même du 1^{er} mai 1931, Z Roumanie 177, f.140.

⁴⁶ Tél. n°157 de Dard du 2 mai 1931, *ibid.*, f.141.

⁴⁷ Tél. de Titulescu du 2 mai 1931, DDNT, doc. n°206, p.366-368; voir le discours de Briand à la Chambre, le 8 mai, dans lequel il annonce le plan constructif français destiné à soulager surtout la Roumanie et la Yougoslavie (SUAREZ, *Briand...*, tome VI, p.346-359).

A Bucarest, la Petite Entente approuva donc le plan constructif français: „*Notre point de vue aura donc à Genève l'appui complet de la Petite Entente. ... Il a été entendu que la Roumanie ne signerait aucun accord commercial avec l'Allemagne avant la réunion de Genève.*”⁴⁸

Cette réunion entérina l'échec de l'Anschluss économique. Toutefois, Benès conseilla à Puaux, qui avait demandé le blocage à Cernauti de la mission commerciale allemande venue signer le traité avec les Roumains, de ne pas tarder la mise en oeuvre des tarifs préférentiels, car Bucarest ne résisterait pas longtemps aux tentations allemandes.⁴⁹ Benès avait été le principal partisan du projet français, puisqu'il avait tout à perdre d'une mainmise de l'industrie allemande sur les économies centre-européennes : il s'était vraisemblablement fait fort d'obtenir l'aide internationale à ses partenaires et avait engagé sa responsabilité dans le succès du plan français.⁵⁰ Il les avait sondé sur leur attitude en cas d'aggravation des tensions franco-allemandes: Ghica se refusa même à une guerre douanière avec Berlin.⁵¹ Ghica confirma la forte impression des propositions allemandes sur Bucarest.⁵²

Titulescu signa le 21 mai la Convention pour le crédit agricole international et vota la résolution sur le tarif préférentiel pour les céréales, dont la commission fut convoquée pour le 10 juin à Genève; mais il réserva la liberté de conclure des accords bilatéraux,⁵³ ce qui ouvrait la porte à Berlin et obligeait Paris à réagir vite. Mais le retard pris par le Comité pour l'écoulement des céréales incita le Quai d'Orsay à donner son feu vert à la conclusion du traité commercial germano-roumain.⁵⁴ Paris laissa donc à Bucarest une certaine liberté de manœuvre. En réalité, cette attitude de désengagement et le report de la réunion du Comité sur les tarifs préférentiels étaient moins neutres que le langage lénifiant des interlocuteurs de Cesianu le laissaient entendre. Briand avait été heurté par l'attitude de Titulescu à Genève, où il avait étalé les dissensions intérieures roumaines et leurs répercussions dans la politique à l'égard de l'Anschluss douanier.⁵⁵ Même si les réticences de l'Angleterre et la politique de l'Allemagne étaient des raisons plus fortes - mais moins faciles à exprimer- de l'irritation éprouvée à Genève par les Français, le manque de solidarité totale des alliés centre-européens était plus visible et pouvait servir plus aisément d'exutoire. D'ailleurs les Roumains n'envoyèrent pas de mémoire à la Cour internationale de La Haye et ne se considérèrent donc pas comme partie prenante contre l'Anschluss douanier.⁵⁶ De même, le feu vert de Briand aux négociations germano-roumaines ne doit pas être exagéré, car il avait seulement promis de ne plus poser de veto dans la mesure où elles n'induisaient ni commandes militaires ni changement dans les orientations extérieures roumaines.⁵⁷

⁴⁸ Tél. n°180-181 de Puaux du 5 mai 1931, Z Tchecoslovaquie 142, f.132-133.

⁴⁹ Ibid.; au sujet de la pression franco-roumaine pour retarder l'arrivée de la mission allemande, afin de ne pas saboter la conférence de la Petite Entente et les projets internationaux de relèvement économique, voir Raoul BOSSY dans ses *Aminitiri...* (Souvenirs), tome I, p.181-182 : le directeur de cabinet de Ghica avait en vain prévenu la légation allemande de retarder le départ de la mission, celle-ci partit sur l'incitation de Carol, d'Argetoianu et de Manoilescu, tous germanophiles en matière économique.

⁵⁰ Tél. n°281-283 de Charles-Roux du 7 mai 1931, *ibid.*, f.148-150.

⁵¹ BOSSY, *op. cit.*, p.182-183.

⁵² Tél. n°184-185 de Puaux du 5 mai 1931, Z Tchecoslovaquie 142, f.134-135.

⁵³ Tél. du même au même du 22 mai 1931, *ibid.*, doc. n°212, p.375-376.

⁵⁴ Tél. n°32683 de Ghica à Cesianu du 4 juin 1931, AMAER, fd. Paris 24.

⁵⁵ Dép. n°191 de Berthelot à Charles-Roux du 10 juin 1931, Z Tchecoslovaquie 142, f.161-164. Voir aussi GAFENCU, *op. cit.*, 16 juin 1931, p.139-141.

⁵⁶ Tél. n°32806 de Ghica à Cesianu du 12 juin 1931, AMAER, loc. cit..

⁵⁷ Tél. n°684 de Cesianu du 19 juin 1931, AMAER, loc. cit..

Plan Tardieu

Le 1^{er} mars 1932, le nouveau président du Conseil Tardieu réunit à Genève les représentants de la Petite Entente pour leur exposer son plan pour secourir l'Europe centrale.⁵⁸ Il comptait sauver les monnaies nationales grâce à un crédit extérieur, au contrôle des banques d'émission et à la mise en place d'une Fédération danubienne.⁵⁹ Les rencontres du 29 février et du 1^{er} mars avec les représentants des Etats danubiens et avec Sir John Simon et Grandi aboutirent au mémorandum du 2 mars, adressé par Tardieu à Londres et à Rome:⁶⁰ ces discussions ne rencontrèrent donc pas d'opposition ouverte.

Le mémorandum reprit l'idée d'une concertation franco-anglo-italienne pour la création d'un régime douanier préférentiel entre les cinq Etats danubiens, soutenu par des crédits extérieurs, d'origine essentiellement française; l'aspect remarquable résidait bien-entendu dans l'exclusion de l'Allemagne de cette combinaison,⁶¹ dirigée en fait contre elle. La réaction de l'Allemagne -son ministre à Vienne présenta dès le 4 mars une contre-proposition fondée sur un régime préférentiel- obligea Tardieu à l'associer à son projet.⁶² Mais la diplomatie roumaine était consciente que cette invitation n'était qu'un leurre pour masquer l'affrontement franco-allemand dans la zone.⁶³ Elle jugeait que ce conflit politique qui sous-tendait les propositions économiques de Tardieu obérait le relèvement réel de la zone: lorsque Hautecloucq présenta à Ghica le mémorandum, la note du ministre releva l'absence de Berlin.⁶⁴

L'accent mis sur cette absence était significatif des doutes quant au succès du projet. Les réactions au projet furent en contradiction avec la sympathie générale à l'égard de la politique de Tardieu : Bucarest attendait de Paris deux choses exclusives l'une de l'autre : la défense des intérêts politiques roumains, qui écartait la Roumanie de Berlin et de Moscou, et l'acceptation d'une collaboration économique roumano-allemande. Seuls quelques diplomates ayant retrouvé la foi dans le dynamisme danubien de la France comme Grigorcea apportèrent une note plus optimiste⁶⁵, mais ils n'étaient pas les responsables de la décision finale de Bucarest.

La Petite Entente se détermina lors d'une rencontre entre Benès, Titulescu et Marinkovic à la mi-mars : ils dégagèrent cinq conditions pour le succès de Tardieu: „1° que l'on n'accepte pas des accords à étiquette politique; 2° que l'on n'accepte pas une union douanière; 3° chaque Etat de la Petite Entente ne doit pas accepter quelque chose qui ne conviendrait pas aux deux autres; 4° que la question ne soit pas discutée dans un comité international, soit à Genève, soit ailleurs, mais seulement directement entre les cinq Etats intéressés; 5° que les Etats de la Petite Entente se mettent d'abord d'accord sur l'orientation politique qui doit être donnée au nouveau groupe économique, puis sur les moyens techniques grâce auxquels cette orientation politique peut être réalisée.”⁶⁶

Prague rejeta donc l'union douanière si utile à Paris pour expulser l'Allemagne du bassin danubien. L'interprétation des représentants de la Petite Entente suggéra qu'aucune Grande

⁵⁸ Tél. de Titulescu du 1^{er} mars 1932, DDNT, doc. n°224, p.398.

⁵⁹ BARIETY, op. cit., p.24.

⁶⁰ Ibid.; voir le texte du mémorandum de Tardieu en annexe de la dépêche n°1088 de Cesianu du 17 mars 1932, AMAER, fd. Dossiers spéciaux 193, f.289-293.

⁶¹ Ibid., p.25.

⁶² Dép. n°716 de Bredeceanu, ministre de Roumanie à Vienne, du 7 mars 1932, AMAER, loc. cit., f.136-137; voir aussi BARIETY, op. cit., p.25-26.

⁶³ Ibid..

⁶⁴ Note de la direction du cabinet de Ghica du 8 mars 1932, ibid., f.144.

⁶⁵ Dép. n°875 de Grigorcea du 9 mars 1932, ibid., f.167-169.

⁶⁶ Tél. de Titulescu du 16 mars 1932, DDNT, doc. n°229, p.405-406.

Puissance ne devait prendre la direction de la Fédération danubienne, mais que l'assentiment de Berlin et de Rome devait être obtenu.⁶⁷ En somme, l'industrielle Tchecoslovaquie entendait utiliser le projet de Tardieu pour asseoir discrètement sa direction économique sur la zone, tout en n'excluant pas totalement l'irrascible Allemagne, mais en imposant subrepticement ses vues politiques anti-révisionnistes. Cette attitude convenait d'ailleurs à la France si la Petite Entente pouvait soustraire, même en partie, l'espace à l'influence de l'Allemagne.

La réplique de Berlin fut à la mesure du défi. Non seulement la Wilhelmsstrasse exigea une réunion des Etats danubiens avec les Grands, mais elle annonça à François-Poncet que l'Allemagne avait décidé la mise en vigueur de ses traités commerciaux avec Bucarest et avec Budapest,⁶⁸ qui comportaient des clauses préférentielles. Or l'Allemagne avait promis d'en faire dépendre l'application de l'approbation des Etats tiers, et notamment de la France. Le gouvernement roumain, à la fois effaré de la signification politique anti-française de ce geste, mais trop satisfait, pour des raisons économiques, que l'Allemagne en eût pris la responsabilité, s'empressa d'avaliser la décision unilatérale allemande dans les heures qui la suivirent, tout en rédigeant un télégramme pour Paris dans lequel il déclinait toute responsabilité.⁶⁹ Paris remercia Bucarest pour sa loyauté, mais lui conseilla de ne pas accepter avant la ratification d'urgence par le Parlement français de la convention commerciale franco-roumaine d'août 1930:⁷⁰ le Quai d'Orsay ne savait pas que la Roumanie avait de suite accepté le coup de force allemand. Le quiproquo fut levé lors de la discussion d'„*une franchise achevée*” entre Titulescu et Tardieu le 16 mars: ce dernier considéra la mise en vigueur du traité germano-roumain comme „*une manoeuvre destinée à faire échouer le projet franco-anglais*”: „*La Roumanie veut-elle prendre le risque de la destruction des effets bénéfiques de ce système ou veut-elle son succès? Voilà la question. ... J'ai répondu à Tardieu qu'il est évident que le geste de l'Allemagne a placé la Roumanie dans une situation très délicate. ... Par ailleurs, la Roumanie a besoin de solutions économiques urgentes.*”⁷¹

En somme, la Roumanie, sentant que le projet Tardieu ne faisait pas l'unanimité parmi les Puissances, n'était pas prête à abandonner la solution rapide des relations commerciales avec l'Allemagne, malgré la pression de Tardieu. Le président du Conseil français se replia alors sur sa solidarité avec l'Angleterre, qui aurait accepté les tarifs préférentiels entre Etats danubiens, mais qui se refuserait à les étendre à une Grande Puissance se trouvant en dehors de cet espace; Massigli justifia ainsi devant Titulescu l'opposition de Tardieu aux prétentions allemandes.⁷²

Tardieu comprit que le salut de son plan ne se trouvait pas auprès des Petites Puissances, incapables de résister à la pression commerciale de l'Allemagne. Mais le président du Conseil français pouvait-il compter plus sur Londres? Tardieu, toujours confiant et persuasif, affirma à Cesianu qu'„*au plus tard le 15 avril l'accord entre la*

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Tél. n°1136 de Tasca, chargé d'affaires roumain à Berlin, du 15 mars 1932, AMAER, loc. cit., f.255.

⁶⁹ Tél. n°12799 de Ghica à Cesianu du 16 mars 1932, ibid., f.261: voir SANDU, op. cit., doc. n°105.

⁷⁰ Ibid., annotation manuscrite de Ghica sur le document. A propos de la convention commerciale franco-roumaine d'août 1930, voir NANU, op. cit., p.143: le Parlement français en retardait la ratification afin de ne pas subir sa concurrence céréalière, même si depuis janvier 1932, sous la pression de l'offensive économique-politique allemande, Paris avait accepté une ouverture relative au maïs roumain.

⁷¹ Tél. de Titulescu du 16 mars 1932, DDNT, doc. n°231, p.409-411. Voir aussi CAMPUS, *La Petite Entente...*, p.114: elle qualifie l'insistance de Tardieu d'„*immixtion dans les affaires internes*” de la Roumanie, heureusement bloquée par les soins de Titulescu.

⁷² Tél. de Titulescu du 18 mars 1932, ibid., doc. n°232, p.411-412; Londres s'était effectivement ralliée à l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée (CARMI, op. cit., p.183-186).

France, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie deviendra un fait accompli”, mais que jusque là, l'accord germano-roumain devait être reporté.⁷³ La conférence de Londres et l'attitude de la Roumanie devaient finir de le détromper.

Cette conférence des Quatre Puissances européennes, Tardieu aurait voulu la résumer à un tête-à-tête franco-britannique, afin de s'entendre en dehors des pays révisionnistes; il ne cacha pas son mécontentement lorsque le Foreign Office la transforma en conférence des Grands.⁷⁴ Il sembla, à l'issue de la rencontre Tardieu-MacDonald, que l'accord avait été obtenu sur les bases souhaitées par Tardieu; en partant, il laissa Flandin pour des négociations à quatre qui devaient n'être plus qu'une formalité.⁷⁵ Mais elles achoppèrent sur l'obstination du secrétaire d'Etat von Bülow, qui exigea la participation allemande à la Fédération ou la mise en place d'accords bilatéraux; Grandi suggéra une conférence à neuf, parce qu'il y escomptait le soutien de l'Autriche et de la Hongrie; surtout, MacDonald se rallia à la proposition intermédiaire de Grandi, lâchant ainsi Flandin, qui adopta une position solitaire en constatant publiquement le désaccord et en refusant la réunion à neuf.⁷⁶

*„Et pourtant, le gouvernement Tardieu ne jette pas le manche après la cognée.”*⁷⁷

Seulement, il se tourna de nouveau vers l'Angleterre et vers les petits Etats danubiens, en escomptant qu'ils sauraient où se trouvait leur intérêt.⁷⁸ Le coup de pied de l'âne vint donc des représentants de la Petite Entente, et particulièrement de Titulescu, lors de la conversation du 13 avril 1932 à Genève: le Roumain dit ne pas comprendre l'œuvre menée depuis des mois et proposa *„l'édification d'un bâtiment à trois étages: le premier étage, les Etats danubiens, avec des tarifs préférentiels réduits; le deuxième étage, l'Allemagne et l'Italie, avec des tarifs moyens; ... dans le troisième étage, tous les autres Etats, qui restent soumis aux tarifs élevés;”* Tardieu tenta de contrer cette solution, qui ouvrait la porte de l'espace danubien aux deux Puissances révisionnistes, mais les quatre hommes se séparèrent sans que Titulescu eût cédé.⁷⁹ Une note roumaine sur le plan Tardieu prouva qu'entre les trois notes adressées après Londres aux Etats danubiens par Rome, Berlin et Paris, seul le projet français était jugé *„impératif et quelque peu vexant”*.⁸⁰ Et c'est ainsi qu'il fut enterré.

le Pacte d'organisation de la Petite Entente (février 1933)

L'inquiétude de Bucarest à l'égard de l'évolution de la diplomatie française en faveur de l'Italie était justifiée : dès le début, le plan de renforcement de la Petite Entente s'opposa aux efforts français pour un rapprochement avec Rome destiné à contrer l'Allemagne, où Hitler venait d'arriver au pouvoir. Bucarest fut de nouveau confrontée à Paris, après son opposition au rapprochement avec Moscou.

Cette fois, ce fut Benès qui prit l'initiative qui aboutit au Pacte d'organisation de la Petite Entente le 16 février, à Genève; Massigli demanda s'il fallait freiner cette initiative, afin de ne pas compromettre le rapprochement franco-italien.⁸¹ Il avait vu l'opposition entre le Pacte d'organisation et la politique italienne du Quai d'Orsay; mais il s'illusionnait sur la capacité de la France à imposer à la Petite Entente sa ligne politique tout en menant son rapprochement

⁷³ Tél. n°1100 de Cesianu du 26 mars 1932, *ibid.*, f.99-102.

⁷⁴ Tél. de Titulescu du 30 mars 1932 (de Taormina), DDNT, doc. n°234, p.412-413.

⁷⁵ BARIETY, *op. cit.*, p.33-34; voir aussi CARMY, *op. cit.*, p.193-198.

⁷⁶ *Ibid.*, p.35.

⁷⁷ *Ibid.*, p.36.

⁷⁸ Tél. de Titulescu du 12 avril 1932, DDNT, doc. n°237, p.416-417.

⁷⁹ Tél. de Titulescu du 14 avril 1932, DDNT, doc. n°240, p.419-421.

⁸⁰ CAMPUS, *La Petite Entente...*, p.115.

⁸¹ Tél. n°127-130 de Massigli du 2 février 1933, Z Tchecoslovaquie 143, f.193-196.

avec l'Italie. Les ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente prirent donc tout le monde de court en annonçant, le 15 février, qu'ils s'étaient mis d'accord sur „*un pacte d'organisation de la Petite Entente qui lui perm[is]t d'agir comme un organe international unifié*”.⁸² Benès remit confidentiellement dès le 15 à Massigli le texte du Pacte, post-daté du 16 février,⁸³ ce qui empêcha toute réaction française hostile. Le préambule du texte signé par les trois Etats tendait à „*l'unification complète de leur politique générale*”, „*formant ainsi une unité internationale supérieure et ouvert à d'autres Etats*”.⁸⁴ L'organisation se dotait d'un Conseil permanent formé par les trois ministres des Affaires étrangères, qui prenaient leurs décisions à l'unanimité (article 1), se réunissaient au moins trois fois par an (article 2) et donnait son consentement à tout acte international important d'un des membres (article 6).⁸⁵

La Petite Entente refusait toute modification, par un directoire des Puissances, d'un élément des règlements de l'après-guerre; pour se donner l'argument de la force qui était celui des Grandes Puissances, elle prétendit, grâce au Pacte, être elle-même devenue une „*unité internationale supérieure*”, donc une Grande Puissance capable de résister aux décisions contraires à l'intérêt de l'un de ses membres. Cette décision signifiait, sur le plan pratique, que les trois Etats étaient prêts à défendre chacun d'entre eux, y compris contre les Grandes Puissances qui n'étaient pas dangereuses pour les deux autres. La Petite Entente leva ainsi une des hypothèques les plus lourdes qui pesaient sur son statut. Elle le faisait d'autant plus volontiers que l'Italie avait porté officiellement, sur la scène internationale, la question de la révision, et que l'Allemagne, depuis l'arrivée d'Hitler, en avait fait sa politique avouée; de même, le danger soviétique semblait s'être éloigné. Titulescu se rallia donc au texte.⁸⁶

Mais la première réaction officielle et publique de Paris fut une déclaration de Paul-Boncour selon laquelle „*l'initiative de la Petite Entente constitu[ait] un pas en avant vers le groupement de l'Europe centrale*”.⁸⁷ Venant de Paul-Boncour, cette déclaration n'était pas forcément hypocrite: le chef de la diplomatie française, qui avait jadis traité Mussolini de „*César de Carnaval*”,⁸⁸ n'était pas mécontent d'assister au raidissement anti-révissionniste de la Petite Entente, qui pouvait éventuellement fournir une alternative en cas d'échec du rapprochement avec l'Italie. Une autre crainte pouvait inciter la France à se montrer circonspecte dans ses tâtonnements avec Rome: le Pacte prévoyait l'unification des diplomaties des Etats de la Petite Entente: or Bucarest venait à peine de prolonger son traité avec Rome: „*La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont donc, tout au moins, à donner leur accord au renouvellement du traité italo-roumain. Manifesteront-elles sous une forme ou une autre le désir d'y adhérer? ... Enfin, il convient de se rappeler que le gouvernement du Reich n'a pas renoncé à l'espoir d'un rapprochement avec la Roumanie.*”⁸⁹

Le Quai d'Orsay pouvait soupçonner l'Italie de double jeu: sous prétexte de révision territoriale en compagnie des Grandes Puissances, elle pouvait presser la Petite Entente pour la faire tomber dans son aire d'influence. L'autre soupçon attribuait à la Petite Entente le désir de se rapprocher de Berlin pour contrer le couple franco-italien. Donc ce couple ne devait s'amorcer que de manière circonspecte.

⁸² Communiqué n°1 du Conseil permanent de la Petite Entente du 15 février 1933, DDNT, doc. n°273, p.471.

⁸³ Note de Massigli à Léger du 15 février 1933, Z Tchécoslovaquie 143, f.206 et 212-216, transmettant le texte du Pacte d'organisation de la Petite Entente.

⁸⁴ Ibid.; pour une analyse de ce texte, voir aussi IORDACHE, Nicolae, *La Petite Entente et l'Europe*, Genève, 1977, p.161-163 et NANU, op. cit., p.139.

⁸⁵ Ibid..

⁸⁶ Tél. n°192-196 de Naggiar à Paul-Boncour du 15 février 1933, ibid., f.201-205.

⁸⁷ Tél. n°67-69 de Naggiar du 17 février 1933, ibid., f.217-219.

⁸⁸ DUROSELLE, *La Décadence...*, p.70-71.

⁸⁹ Note d'Europe pour Paul-Boncour du 24 janvier 1933, avec un ajout postérieur au 16 février, Z Roumanie 198, f.107.

Le Quai d'Orsay laissa se développer la campagne de presse italienne hostile aux alliances françaises, afin de maintenir les chances du rapprochement franco-italien.⁹⁰ Une note secrète du Département nia l'existence d'un lien entre les obligations centre-européennes de la France et les traités de la Petite Entente.⁹¹ Paris n'avait donc pas d'engagement à l'égard de ses objectifs, de la Hongrie et la Bulgarie. Léger le confirma à Jouvenel,⁹² or Léger, qui avait été nommé secrétaire général du Quai d'Orsay le 28 février, était moins lié aux Etats centre-européens que Berthelot, malgré son amitié pour Benès: ses indications peuvent être interprétées comme une assurance accordée à l'Italie sur le désir français de discuter en s'embarrassant moins des intérêts des alliés centre-européens.

La Petite Entente réagit et le sens anti-français du Pacte d'organisation ressortit du discours de Benès du 1^{er} mars devant les Commissions parlementaires des Affaires étrangères.⁹³ si la France pensait discuter révision et partage des sphères d'influence avec l'Italie, la Petite Entente répliquerait par les mêmes moyens et gardait le jeu ouvert entre Puissances européennes. A Belgrade, le roi Alexandre accueillit Naggiar en lui demandant s'il y avait „*quelque chose de changé à Paris,*” il se félicita du basculement de Bucarest dans le camp de la Petite Entente: les Roumains auraient renforcé leur traité avec la Yougoslavie par une lettre, qui ne modifiait pas son caractère défensif, mais confirmait son anti-révisionnisme.⁹⁴

Le retour du Quai d'Orsay à une politique traditionnelle avait de chauds partisans. Outre une bonne partie de la droite, certains diplomates comme Laroche prônaient la fidélité de la France à ses alliances⁹⁵, qui risquaient de se défaire à son moindre relâchement : il avait reproché à Beck les campagnes de presse anti-françaises et le manque de solidarité avec la Petite Entente.⁹⁶

Titulescu sortit enfin de son expectative. Il semblait le mieux placé pour seconder l'effort français de reprise en main de la Petite Entente. Il était conscient de l'isolement de la France entre le bloc anglo-italien favorable au directoire des Puissances et l'Allemagne de plus en plus fermement tenue par Hitler. Il avait trop le sens de la réalité des forces pour croire, comme Benès, que la Petite Entente fût devenue une Grande Puissance capable de compter en Europe. Enfin, le Pacte d'organisation était l'œuvre de Prague et, malgré la phraséologie égalitaire, la Petite Entente restait l'outil de sa politique d'indépendance internationale.

Son premier discours sur le Pacte d'organisation confirma qu'il n'avait pas l'intention de considérer la Petite Entente comme un outil contraignant, puisqu'il gardait la liberté de „*prolonger sans le consentement de ses partenaires ses traités d'amitié avec la France, l'Italie et la Grèce et son traité d'alliance avec la Pologne*”.⁹⁷ Tout se passait comme s'il tenait à placer Bucarest sous l'égide de Paris, pour lui permettre de négocier avec Rome sur de

⁹⁰ Tél. n°174-175 de Jouvenel du 25 février 1933, *ibid.*, f.38-41.

⁹¹ Note de la Direction politique du 28 février 1933, *ibid.*, f.57 et note d'Europe du 2 mars 1933, *ibid.*, f.104.

⁹² Tél. n°392 de Léger à Jouvenel du 4 mars 1933, *ibid.*, f.127.

⁹³ Tél. n°82 de Noël du 1^{er} mars 1933, *ibid.*, f.71-82: „*D'autres milieux en France avaient parfois tendance à nous regarder comme une sorte de fardeau de la politique française, pesant sur les relations soit avec l'Allemagne soit avec l'Italie. C'était là aussi une grande erreur. La Petite Entente s'est donné une organisation nouvelle, qui certes compte sur la coopération de ses amis, mais qui doit avant tout compter sur ses propres forces et veut donner à la France exactement ce qu'elle reçoit d'elle.*”

⁹⁴ Tél. n°114 de Naggiar du 2 mars 1933, *ibid.*, f.87-95.

⁹⁵ Dép. n°124 de Laroche du 6 mars 1933, *ibid.*, f.156-157.

⁹⁶ Tél. n°75-82 du même au même du 6 mars 1933, *ibid.*, f.148-155.

⁹⁷ Tél. n°98-99 de Puaux du 17 mars 1933, *ibid.*, f.189; voir aussi de larges extraits du discours dans la dépêche n°120 du même au même du 18 mars, *ibid.*, f.192-193; Titulescu y affirme l'absence de conflits avec l'Allemagne, l'espoir de reprendre un jour des relations normales avec l'Union Soviétique et le désir de développer les relations économiques avec l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie: le ministre roumain supprimait ainsi les arguments italiens sur l'urgence à résoudre une quelconque crise centre-européenne.

bonnes bases: la France s'assurerait ainsi l'appui de l'Italie sans avoir à trop céder en matière de révision, et en espérant que la Roumanie y échapperait. Une annotation en marge des propos sur l'amitié avec l'Italie rendit grâce à l'attitude de Titulescu, en constatant que „ceux qui oppos[ai]ent la Petite Entente à nos efforts d'entente se trompent lourdement”.⁹⁸

Mais l'Italie ne tenait pas à s'entendre avec une diplomatie française en position de force en Europe centrale, là où Rome visait une zone d'influence. Bucarest apparaissait comme le maillon faible de la Petite Entente. Le 14 mars, Mussolini y fit agir d'une manière qu'il espérait décisive son ministre, ainsi que le rapporta à Puaux le ministre de Pologne Arciszewski: „Il attendait d'être reçu par M.Titulesco, lorsque celui-ci vint lui-même le chercher dans un état de grande excitation et, le mettant en présence de M.Sola, s'écria: Savez-vous ce qu'il me propose? Rompre la Petite Entente et conclure un accord avec l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie. M.Sola interrompant pour dire:... j'allais ajouter que la Pologne participerait à cet accord”. M.Titulesco reprit: „Et pourquoi pas la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie?” Le ministre d'Italie répondit: „Cela, jamais”, et M.Titulesco de conclure: „Alors moi aussi, je vous dis jamais”. „Si c'est là votre réponse, répartit M.Sola, vous verrez ce qui se passera d'ici le mois de mai”.⁹⁹

Titulescu précisa ensuite que la condition de l'accord était de laisser à la Hongrie et à la Bulgarie les mains libres contre la Yougoslavie, en échange d'une garantie italienne des frontières roumaines.¹⁰⁰ Quatre jours après son échec auprès des Roumains, Mussolini annonça, le 18 mars, son projet révisionniste de Pacte à Quatre: les Grandes Puissances devaient se concerter sur toutes les questions de politique étrangère pour maintenir la paix; l'article deux prévoyait l'application de l'article 19 du Pacte de la Société des Nations sur la révision des traités devenus caducs, mais laissait entendre que l'Assemblée genevoise serait appuyée en cela par le nouveau directoire; enfin, le texte mettait en application l'égalité des droits en matière d'armements pour tous les anciens vaincus.¹⁰¹ C'était une offre italienne de stabilisation des ambitions allemandes en échange de concessions françaises à l'Italie en Europe centrale et en Afrique, et à l'Allemagne sur le droit de réarmer et de corriger le corridor de Danzig. Hitler approuva le projet le 4 mars et la diplomatie britannique fit de même les 18 et 19, lors d'un voyage de MacDonald et de John Simon à Rome.¹⁰² Les Britanniques, à Paris le 21 mars, tentèrent de rendre le texte acceptable à la France, en y mentionnant le respect des Traités.¹⁰³ Ce projet était soumis à discussion et un axe Paris-Rome pouvait aussi se dégager au détriment de l'Anschluss et même du réarmement allemand, mais certainement aussi du statu quo en Europe centrale:¹⁰⁴ ceci, les diplomaties des Etats concernés étaient peu susceptibles d'accepter. Daladier et Paul-Boncour acceptèrent néanmoins une „collaboration loyale entre les quatre Puissances européennes” dans le cadre de la Société des Nations, mais en conservant de la méfiance envers le risque d'isolement parmi les Puissances révisionnistes.¹⁰⁵

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Tél. n°100-101 de Puaux du 20 mars 1933, Z Tchécoslovaquie 144, f.197-198.

¹⁰⁰ Ibid.; le détail sur la frontière roumano-bulgare se trouve dans la dépêche n°178 de Naggiar du 4 avril, qui rapporte le même épisode par la voie du ministre de Pologne à Belgrade. (ibid., f.246-247)

¹⁰¹ DUROSELLE, *Histoire diplomatique...*, p.161; MATEI, op. cit., p.191-192; pour plus de détails, voir CARMÍ, op. cit., p.215.

¹⁰² IORDACHE, op. cit., p.175-176.

¹⁰³ CARMÍ, op. cit., 217-220: selon les documents du Foreign Office, la diplomatie britannique fit tous ses efforts pour que la France ne se sentît pas isolée au sein d'un directoire des Puissances hostile à ses alliances centre-européennes.

¹⁰⁴ MacDonald décrit à Titulescu lors d'une rencontre à Londres au début d'avril les corrections envisagées par Mussolini au bénéfice de la Hongrie : elles concernaient le Banat, Arad, Oradea Mare, Sighetul Marmatiei (Armand CALINESCU, *Insemnari politice* (notes politiques), Bucarest, 1990, p.168).

¹⁰⁵ CARMÍ, op. cit., p.221-229.

Titulescu avait montré les limites de sa capacité à collaborer à un plan révisionniste des Puissances en Europe centrale. Une pression supplémentaire de la France en faveur de l'Italie le ferait-elle basculer du côté révisionniste, le pousserait-elle au contraire à resserrer les rangs de la Petite Entente -en concertation ou non avec Moscou-, ou même à basculer du côté d'un révisionnisme allemand qui ne concernait qu'indirectement la Roumanie ?

La Convention sur la définition de l'agresseur (juillet 1933)

La Petite Entente attendait un geste des Soviétiques. Il vint sous la forme de négociations que Litvinov mena à Londres avec les représentants des Etats limitrophes de l'Union Soviétique dans le dernier tiers de juin pour aboutir à une "entente formelle ... au sujet de la définition de l'agresseur telle qu'elle a été établie à Genève"; ces discussions constituaient en fait une véritable proposition de Moscou à la France par Roumanie interposée pour la détacher du Pacte à Quatre: „*M.Titulesco m'a dit avoir demandé à M.Litvinov s'il se rendait compte qu'en signant cet accord ... l'U.R.S.S. faisait définitivement abandon de ses prétentions sur la Bessarabie. M.Litvinov a répondu affirmativement. ... Le comte Raczinski, aux termes des instructions reçues de Varsovie, soutient qu'il est préférable que l'accord soit conclu avec les seuls voisins de la Russie, tandis que M.Titulesco a demandé formellement que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie y soient associées, ainsi que la France elle-même. M.Titulesco comprend néanmoins que le Pacte à Quatre rendait difficile pour nous l'acceptation immédiate d'un accord où ne figurerait aucune des trois autres Grandes Puissances. ... M.Litvinov, au contraire, aurait insisté pour que la France participât à l'accord et M.Titulesco pense qu'il sera chargé de venir la solliciter à Paris.*”¹⁰⁶

Cette communication importante de l'ambassadeur à Londres exposa la volonté de Titulescu de faire servir son pays et la Petite Entente de pont diplomatique, sinon encore stratégique, entre l'Union Soviétique et la France; il exclut la solution polonaise d'un accord limité aux seuls pays limitrophes, qui eût donné le rôle d'interlocuteur et de Puissance régionale à la Pologne.¹⁰⁷ L'intérêt de la présence française dans cet accord résidait non seulement dans la formation d'un système contrant le Pacte à Quatre, mais plus précisément, pour Bucarest, dans la garantie apportée par la France à la reconnaissance soviétique implicite de la Bessarabie roumaine. Titulescu n'avait pas obtenu la reconnaissance formelle de la Bessarabie roumaine en échange de la reconnaissance de l'Union Soviétique par la Petite Entente;¹⁰⁸ il mit en avant son succès limité afin de faire accepter au roi et au gouvernement le tournant pro-soviétique de sa politique internationale.

¹⁰⁶ Tél. n°490-493 de Charles Corbin, ambassadeur de France à Londres, du 28 juin 1933, Z Roumanie 200, f.145-148: voir SANDU, op. cit., doc. n°117; pour l'abandon tacite de la Bessarabie par l'Union Soviétique, voir aussi le télégramme de Titulescu à Lugosianu, ministre de Roumanie à Rome, du 19 juillet 1933, dans *Basarabia, pamînt românesc* (la Bessarabie, terre roumaine), documents édités par Ion GRECESCU, Bucarest, 1992, p.102; voir aussi les affirmations privées de Titulescu à Bossy en octobre 1933 (BOSSY, op. cit., p.227-228). Pour la politique d'indépendance et d'influence régionale de la Pologne, voir aussi les télégrammes n°291-295 d'Ormesson du 2 juin (Z Roumanie 196, f.42-46), par lesquels Titulescu choisit la médiation française avec Moscou au détriment de la médiation polonaise.

¹⁰⁷ Pour l'ambition de la Pologne de constituer un bloc centre-européen sans tutelle d'une des Puissances européennes, voir le télégramme n°394 de Laroche du 13 juin 1933, Z Tchécoslovaquie 146, f.56-59. Cette lecture reçoit une confirmation partielle dans les mémoires de LAROCHE, qui rapporte la méfiance de Beck à l'égard du Pacte à Quatre lors de discussions qui eurent lieu les 28 et 29 mai, durant lesquelles Laroche lui proposa de lui adresser la déclaration obtenue par Titulescu sur l'article 19: „*il reparla de la révision, reprocha au pacte de couper l'Europe en deux et de rejeter l'Allemagne vers l'est, accentuant la situation créée à Locarno.*” (op. cit., p.130)

¹⁰⁸ LUNGU, Dov B., *Romania and the Great Powers, 1933-1940*, Londres, Duke University Press, 1984, 28.

Une course s'était donc engagée entre les négociations de Londres et le renouvellement du traité italo-roumain, qui devait permettre à la France de prouver sa complaisance envers l'Italie dans les affaires centre-européennes. Suvich ne cacha pas à Jouvenel que Rome attendait l'établissement de liens privilégiés entre l'Autriche, la Hongrie et l'Italie, au détriment de la Petite Entente; pour ce faire, le sous-secrétaire italien aux Affaires étrangères songeait à faire accéder Prague et Belgrade au traité italo-roumain lors de son renouvellement, le 18 juillet : Jouvenel se prit à espérer une médiation française.¹⁰⁹ Le Quai d'Orsay transmit, de façon atténuée, la suggestion,¹¹⁰ mais un communiqué de presse fit connaître que le traité italo-roumain serait seulement prorogé pour une autre période de six mois,¹¹¹ ce que le nouveau ministre à Rome, Ion Lugosianu, un proche de Maniu, confirma à Jouvenel le 10 juillet.¹¹² Rome échoua donc dans la prise de contrôle de la Petite Entente par l'intermédiaire du traité roumain.

A cette date, le plan de la Petite Entente, et plus particulièrement de la Roumanie, l'emporta sur le lien franco-italien: les deux Conventions relatives à la définition de l'agresseur furent signées les 3 et 4 juillet 1933, en marge de la conférence économique de Londres.¹¹³ La Roumanie signa deux textes semblables, en tant que pays limitrophe de l'Union Soviétique le 3 et en tant que membre de la Petite Entente le lendemain, ce dernier prenant l'aspect d'un pacte de non-agression régional et ouvert à d'autres Etats : outre l'énumération complète des diverses formes que pouvait prendre l'agression, l'intérêt des conventions résidait dans l'allusion faite à la définition soviétique du territoire contenue par l'article I.¹¹⁴

Le discours par lequel Titulescu salua la signature de la Convention définit la portée et le sens du texte: il remercia chaleureusement la délégation soviétique; il souligna que l'Europe centre-orientale, réputée instable, était devenue un pôle de stabilité, ce qui reportait implicitement la responsabilité de troubles éventuels sur le mauvais fonctionnement possible du Pacte à Quatre; enfin, il salua l'amélioration des relations roumano-soviétiques faisant allusion au règlement heureux de l'affaire bessarabe.¹¹⁵ La presse roumaine, à l'exception des italophiles et des germanophiles, fit bon accueil à la convention, ainsi que la presse française modérée ou officieuse.¹¹⁶

Les trois membres de la Petite Entente se dirent alors prêts à signer des traités d'amitié avec l'Italie¹¹⁷, ce qui n'avait plus d'intérêt pour elle, face à des partenaires unis, renforcés par le Pacte d'organisation et par les conventions de Londres avec les Soviétiques. Le traité italo-roumain fut donc prorogé le 17 juillet.¹¹⁸ Jouvenel, en quittant Rome, espérait

¹⁰⁹ Tél. n°771-776 de Jouvenel du 23 juin 1933, *ibid.*, f.68-73.

¹¹⁰ Tél. n°448 de Bargeton à Ormesson du 7 juillet 1933, Z Roumanie 189, f.125.

¹¹¹ Dép. de l'Agence Havas du 7 juillet 1933, *ibid.*, f.126.

¹¹² Tél. n°847 de Jouvenel du 10 juillet 1933, *ibid.*, f.128.

¹¹³ Voir les textes dans Z Roumanie 196, f.54-59 et DDNT, doc. n°291 et 293, p.507-510 et 512-515; voir aussi IORDACHE, *op. cit.*, p.191-193 et MATEI, Gheorghe, *La Roumanie et les problèmes du désarmement (1919-1934)*, Bucarest, Ed. de l'A.R.S.R., 1970, p.215-217 et 230-231.

¹¹⁴ *Ibid.*: „Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accepter dans ses rapports mutuels avec chacune des autres, et à partir de la mise en vigueur de la présente convention, la définition du jour de l'agression telle qu'elle a été expliquée dans le rapport du comité pour les questions de sécurité, en date du 24 mai 1933 (rapport Politis), à la conférence pour la réduction et la limitation des armements, rapport fait à la suite de la proposition de la délégation soviétique.”

¹¹⁵ Discours de Titulescu du 3 juillet 1933, DDNT, doc. n°292, p.511-512.

¹¹⁶ MATEI, *op. cit.*, p.232-239.

¹¹⁷ Tél. n°451-452 de Naggiar du 15 juillet 1933, Z Roumanie 189, f.132-133.

¹¹⁸ Tél. n°203 d'Ormesson du 21 juillet 1933, *ibid.*, f.143-144.

toujours, et Lugosianu ne le détrompa aucunement, que la Roumanie reprendrait ce traité sur des bases plus larges.¹¹⁹

Le mois de juillet 1933 avait mis en lumière l'ampleur des exigences italiennes en Europe centrale. Restait à savoir si la définition de la sécurité de la France passait par des communications sûres en Méditerranée orientale, grâce à la complaisance de l'Italie, mais au risque d'inquiéter ces mêmes alliés centre-européens que l'on prétendait approvisionner, ou si le rapprochement avec l'Union Soviétique permettrait de décharger la Roumanie et la Pologne du souci d'une attaque soviétique à revers tout en fournissant à l'ensemble des alliés de la France le matériel de guerre dont l'Italie interdirait le transport par Salonique. L'esprit des conventions de Londres indiquait que la Roumanie et la Petite Entente se dirigeaient vers cette dernière solution, qui avait les faveurs des militaires français; en outre, par le biais des contacts entre pays balkaniques, la Turquie et la Grèce furent attirées dans ce système embryonnaire : la première signa la Convention de Londres du 4 juillet aux côtés de la Petite Entente, tandis que la seconde signa, le 22 juin, une convention aérienne avec Bucarest pour l'exploitation de la ligne Salonique-Sofia-Bucarest.¹²⁰

Le séjour de Litvinov à Paris en juillet confirma cette évolution. Paul-Boncour évoqua l'éventuelle adhésion de Moscou à la Société des Nations.¹²¹ Dans son esprit d'ancien chef de délégation, ceci signifiait l'association de la Russie à la définition de la sécurité de la France, en accord avec ses alliés centre-européens, à l'exception de la Pologne, qui se dirigeait vers une politique autonome d'équilibre entre Puissances.

Conclusions: persistance des conceptions traditionnelles des coalitions d'intérêts au détriment des compromis européens

L'historiographie roumaine traditionnelle, d'inspiration nationaliste,¹²² loue maintenant l'esprit fédéraliste et européen de la classe politique roumaine, et notamment de Take Ionescu et de son brillant fils spirituel, Titulescu. Eliza Campus, une vieille routière de l'époque Dej et Ceausescu, s'était même reconvertie dans le magnificat systématique de cet esprit fédéraliste après 1989, adaptant à la sauce européenne et intégrationniste sa prose nationaliste d'avant 1989.

Dans son livre *L'Idée fédérale dans l'entre-deux-guerres*,¹²³ elle distingue deux types de projets fédéraux: les bons et les mauvais. Ces derniers représentent les initiatives des grandes puissances, effectuées sans concertation avec les petits pays concernés, bafouant au mieux leurs intérêts, s'inspirant au pire de projets révisionnistes des vaincus ou des mécontents. Quant aux bons projets, ce sont les initiatives de la Roumanie ou de ses petits alliés: ils respectent la prise de décision à l'unanimité, ils abordent des aspects multilatéraux, notamment économiques, et surtout ne menacent en rien le statu quo territorial, qui est évidemment la clé de voûte de la diplomatie roumaine et des petits vainqueurs, tout comme la révision reste celle des vaincus et des mécontents.¹²⁴

¹¹⁹ Tél. n°879-885 de Jouvenel du 18 juillet 1933, *ibid.*, f.136-142.

¹²⁰ CAMPUS, *L'Entente balkanique...*, p.93.

¹²¹ DUROSELLE, *La Décadence...*, p.78.

¹²² Voir mon article, *Le renouvellement de l'histoire politique roumaine de l'entre-deux-guerres*, dans *Vieilles histoires, nouvelle historiographie, l'Europe centrale dans les relations internationales d'une guerre mondiale à l'autre*, à paraître chez L'Harmattan en janvier 2005.

¹²³ CAMPUS, Eliza, *Idea federala în perioada interbelica*, Bucaresti, Editura Academiei Române, 1993, 149p.

¹²⁴ CAMPUS, *op. cit.*, Préface, pp.9-13.

Il faut donc examiner cette première distinction en la recoupant avec une seconde, entre intégrations politico-militaire et économique: celle-ci est particulièrement pertinente après la crise, lorsque la Petite Entente prétend proposer un modèle global de fédération; pertinente aussi en raison de la préférence donnée aux intégrations économiques, moins susceptibles de toucher aux régléments territoriaux de la Grande Guerre.

Les plans initiés par les grandes puissances

1.) La Confédération danubienne est à dominante économique, à cause de la crise de reconstruction, mais à complications politico-militaires, en raison de l'espace ouvert au révisionnisme hongrois par la guerre polono-russe. La réaction roumaine y est certes officiellement hostile, mais à la mi-août, lorsque Varsovie est prête à tomber, Take Ionescu a autorisé les troupes hongroises à emprunter les voies ferrées transylvaines pour défendre les cols carpatiques. Surtout, il refuse à Benès l'adhésion roumaine à la Petite Entente le 18 août, repoussant ainsi sa réalisation officielle de près d'un an, par égard pour la Pologne et pour la France. Les traités franco-polonais et polono-roumain précèdent la Petite Entente.

2.) Le Locarno oriental n'est pas un projet âprement combattu par Bucarest. Certes, l'éventuelle garantie d'un Mussolini réticent laisse sceptique en Roumanie, mais sa diplomatie est simplement attentiste, pour savoir si une garantie supplémentaire pour ses frontières pouvait malgré tout en sortir.

3.) Le Protocole Litvinov, pourtant proposé par une puissance hostile, finit par convenir à la diplomatie roumaine soutenue par la France et par la Pologne, car il renforçait sa frontière soviétique. Le chef de la diplomatie roumaine parla même de «*Locarno oriental*», mais s'il y avait bien apaisement, aucune puissance garante n'émergeait, la France étant trop loin, la Pologne trop faible et l'Union Soviétique refusant de reconnaître la frontière roumaine jusqu'en 1933.

4.) Le plan Briand générait certes une crainte de directoire des puissances, ainsi que le prouve la tentation roumaine de le réduire à un reflet de la SDN sans capacité décisionnelle, sauf en matière économique. Pourtant, devant la pression allemande, le plan Briand apparaissait au mieux acceptable et même utile, au pire neutre, en tout cas pas hostile.

5.) L'Anschluss économique est une initiative économique allemande et la Roumanie y est favorable malgré les dénégations officielles: les pourparlers germano-roumains aboutissent d'ailleurs un an plus tard au traité de commerce préférentiel. Ce ne fut certainement pas une initiative imposée par l'Allemagne, mais elle fut pleinement acceptée par la Roumanie.

6.) Le plan Tardieu est certes une initiative française, mais qui entend associer la Petite Entente, qui est même élevée au rang d'arbitre après l'échec de la Conférence de Londres. La meilleure preuve, c'est que Titulescu le sabote au nom des intérêts économiques roumains à commercer avec l'Allemagne, alors même que la défense du statu quo politique en serait sortie renforcée.

7.) La Convention sur la définition de l'agresseur est une initiative conjointe franco-roumano-soviétique, impliquant donc lourdement, une fois de plus, de grandes puissances dont la Roumanie n'est que l'adjuvant stratégique. Comment Bucarest aurait-elle pu recevoir la reconnaissance implicite de la Bessarabie sans associer au moins Moscou à cette convention et sans recevoir la garantie de Paris?

Bref, les plans initiés par les grandes puissances, aussi bien alliées qu'hostiles, ont naturellement trouvé un écho en Roumanie, aussi bien lorsqu'ils portaient sur la défense du

statu quo politique que lorsqu'ils se proposaient de résoudre les difficultés économiques de la Roumanie. Comment aurait-il pu en être autrement : la Roumanie ne pouvait garantir seule ou avec de petits alliés certaines de ses frontières et elle ne pouvait pas non plus résoudre seule ses énormes difficultés économiques.

Les plans initiés par la Roumanie et ses petits alliés

Dans l'historiographie roumaine, ils sont parés de toutes les qualités, notamment le désir de défendre la paix, la pratique de l'égalité décisionnelle des membres, mais en même temps la prétention de former une grande puissance efficace.

La Petite Entente, outre les qualités rappelées plus haut, posséderait deux grands traits pseudo-structurels: elle serait une création mûrement réfléchie et non une réaction ad hoc face à une situation de crise; elle serait une organisation multifonctionnelle, notamment économique, et pas seulement une alliance politico-militaire contre le révisionnisme hongrois, secondairement contre celui des Bulgares. Evidemment, toutes ces lignes de défense sont faibles, surtout vues de Bucarest.

La Petite Entente est bien une création ad hoc. Les plans de Take Ionescu qui remontent à 1918 devaient regrouper tous les petits vainqueurs et rester ouverts aux petits vaincus. En 1920, la Roumanie refuse d'adhérer à la Petite Entente; elle propose la Petite Entente à cinq, ce qui change tout et celle-ci ne reçoit pas seulement un empêchement occasionnel de la part de Benès, comme le prétend Eliza Campus, car un tel frein aurait pu être levé en dix-sept ans d'existence. De même, le Pacte d'organisation de février 1933 est une réaction ad hoc, bien moins à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, comme le prétendent les historiens roumains, qu'au rapprochement révisionniste franco-italien contre l'Allemagne.

La Petite Entente n'est pas une organisation économique. Les tentatives sont tardives et précipitées par la crise, donc trop tardives pour représenter le moindre intérêt devant l'ampleur du désastre. Ainsi, il faut attendre 1930, puis surtout le Pacte d'organisation, pour essayer de donner l'illusion d'une grande puissance globale qui monnaie son appui. En fait, l'industrie tchécoslovaque aspire aux échanges avec des pays plus développés et prétend trouver des marchés plus rémunérateurs ailleurs. Même la Roumanie désire l'imiter grâce au pétrole, denrée facile à monnayer contre des devises fortes dont la Yougoslavie au moins était fort dépourvue. Surtout, le Conseil permanent de la Petite Entente ne regroupe que les ministres des Affaires étrangères, et les décisions soumises à approbation unanime des trois membres restent d'ordre purement diplomatique.

Le plan Maniu est intéressant à au moins deux titres

Il représente le type même de plan fédéral qui devrait plaire à l'historiographie roumaine: initiative purement nationale, à dominante économique, à prolongement politique visant à garantir le statu quo, excluant les grandes puissances de son élaboration, etc..

Or, ce plan est absolument inexistant dans l'historiographie roumaine. C'est moi qui ai écrit le premier -et à ma connaissance le dernier- article sur lui. Les explications sont simples: c'est un plan qui rappelle la Confédération danubienne de 1920 et qui annonce le plan Tardieu rejeté trois ans plus tard. C'est aussi un plan en bonne partie saboté par l'allié qu'est la Tchécoslovaquie, qui a refusé de jouer le rôle de leader industriel local. Pour l'occasion, Benès s'est allié aux Anglais, ruinant une fois de plus l'illusion de la solidarité entre petites puissances centre-européennes. Enfin, ce plan était proposé par Maniu,

discrètement honni par l'historiographie national-communiste pour ses origines transylvaines centrifuges et pour son passé de victime des communistes.

Conclusions

Deux grandes contradictions minent la thèse d'une Roumanie fédéraliste: elle veut la protection politique française mais le partenariat économique allemand; elle veut la protection politico-militaire franco-britannique, mais sans structuration forte, qui lui fait craindre un Directoire révisionniste en raison de l'isolement croissant de la France comme puissance anti-révisionniste européenne.

Bref, la situation de la Roumanie comporte trop de faiblesses structurelles pour prétendre prendre l'initiative d'une fédération: une faiblesse générale d'abord -elle n'a pas le poids critique en Europe, et même pas en Europe centrale, seule la Pologne, à la limite la Tchécoslovaquie pouvant prétendre à ce titre-; une faiblesse géostratégique ensuite - entourée d'ennemis ou d'amis circonspects, chacune de ses initiatives est vouée à la suspicion du maintien du statu quo ou de l'entraînement contre la Russie derrière la phraséologie fédéraliste de «*spiritualisation*» des frontières européennes.